

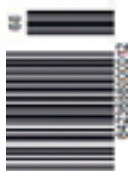
REGARD

regard.ro

En plein cœur



Regard 68
15 décembre 2014 - 15 mars 2015
12 lei



Ta première source de santé est l'Eau !

Bois de l'eau
contrôlée en
permanence !



Regard 68 15 décembre 2014 - 15 mars 2015

RENCONTRE

Speranța Rădulescu 4

SOCIÉTÉ

En tête 8
Un autre homme ? 11
Etat critique 18

A LA UNE

En plein cœur,
voyage au centre du pays 24

ECONOMIE

Dans les profondeurs du trou fiscal 46
Pas de fête au village 51
En toute dépendance 56

HORS FRONTIÈRES

Devant un mur 60
Vers l'Europe, mais sans convaincre 64
Où cela presse 68

CULTURE

A dessin libre 70
Sans voix 74
3 + 10 ans avec le MNAC 80

SUR L'ÉMERGENCE

Fin novembre, lors de son 15ème Sommet à Dakar (Sénégal), l'Organisation internationale de la francophonie – dont la Roumanie est membre depuis 1993 – a élu une nouvelle secrétaire générale, la Canadienne Michèle Jean, première femme et première personnalité non africaine choisie pour ce poste. Elle succède à l'ancien président sénégalais Abdou Diouf, parti avec les honneurs et sous les applaudissements, apprécié par tous pour son humilité et sa sagesse. Journaliste, ancienne gouverneur général du Canada originaire de Port-au-Prince (Haïti), Michèle Jean hérite d'une organisation avec certes peu de moyens mais de nombreux Etats membres notamment d'Afrique en pleine émergence, jeunes, avides d'aller de l'avant. Mais comment aller de l'avant ? Souvent la question ne se pose pas, il s'agit de croître économiquement, principalement, et c'est bien compréhensible. Quand on se promène dans le centre de Dakar un samedi soir, les rues peuvent être sombres et la vie reste précaire. Pourtant le Sénégal est l'un des bons élèves de l'Afrique, le Fonds monétaire international jugeant « satisfaisant » le premier semestre 2014 dans l'un de ses derniers rapports, avec un taux de croissance de près de 5%. Même si les réformes structurelles sont à accélérer, évidemment. Je repose néanmoins la question, comment aller de l'avant ? Comme en Chine ? C'est ce qui se profile. Depuis 2009, l'empire du Milieu est devenu le premier partenaire commercial du continent africain. Les investissements directs chinois ont atteint, en 2013, 25 milliards de dollars, et plus de 2 500 entreprises chinoises y sont actives, notamment dans l'extraction de matières premières. Au-delà d'une énième critique des méthodes de travail et des conséquences sur l'environnement de cette ruée asiatique, d'autres options de développement sont-elles envisageables ? Peut-être, en tout cas l'Organisation internationale de la francophonie pourrait en proposer. On reproche souvent à cette organisation son côté trop institutionnel et de ne produire que de beaux discours. En prenant le temps de les écouter, on se rend compte cependant que leur teneur est plus que jamais essentielle. La francophonie prône l'équilibre, l'ouverture, la transparence, la diversité, la liberté, la tolérance, l'égalité, des valeurs qui souvent manquent à la croissance des pays émergents, et parfois à ceux déjà émergés.

Laurent Couderc

Couverture : Sorina Vasilescu

Speranța Rădulescu a commencé sa carrière en parcourant les villages pour étudier les musiques orale et paysanne du monde rural. Puis elle s'est penchée sur les particularités musicales de diverses ethnies, des Roms, des Hongrois, des Ukrainiens ou des Juifs, et elle s'est aussi intéressée aux fameuses *manele*. En 2000, cette ethnomusicologue émérite a lancé la collection « Ethnophonie » qui comprend 25 albums et traite de la diversité des musiques roumaines. Le dernier en date vient tout juste de paraître et a pour thème les instruments originaux de Transylvanie. Cette collection a plusieurs fois été primée, notamment en 2005 par le prix « Coups de cœur » décerné par l'Académie française Charles-Cros.

LE CHOIX *du son passé*

L'ethnomusicologue Speranța Rădulescu (65 ans) est reconnue autant en Roumanie qu'en France. Docteur en musicologie, elle a dirigé sous le communisme le département d'ethnomusicologie de l'Institut d'ethnographie et de folklore Constantin Brăiloiu. Et à partir de 1990, elle a pris la direction de ce même département au sein du Musée du paysan roumain. En parallèle, elle enseigne à l'Université nationale de musique de Bucarest.

Regard : Depuis les années 1970, vous avez parcouru la Roumanie de long en large. Dans quel but exactement ? On dit que l'ethnologie intervient quand une part de la culture est en train de disparaître...

Speranța Rădulescu : Vous savez, les musiques traditionnelles disparaissent dans tous les cas... Parce que les musiques orales changent perpétuellement avec les conditions de vie des gens et la structure sociale. Par contre, c'est la mémoire de ces musiques qui ne doit pas disparaître. Il doit rester des traces, autant que possible. Notre métier est de produire des preuves, des documents qui attestent de ces musiques. Et puis les choses ne disparaissent pas complè-

tement, elles continuent de vivre en se transformant.

En Roumanie, la musique traditionnelle varie beaucoup suivant les régions. Comment l'expliquez-vous ?

Les musiques populaires ne sont pas d'ordre national, elles sont toujours locales ou régionales. En Roumanie, cette diversité territoriale est importante, elle est liée à l'histoire du pays, mais aussi à la géographie de la région ou au type d'économie locale. Par exemple, la musique de Vrancea est très différente de celle des rives du Danube. Il y a beaucoup de montagnes dans ce département, une musique liée aux cultures pastorales s'est naturellement développée. En

parallèle, de nombreux ensembles folkloriques et médiatiques essaient de construire de manière artificielle un folklore national, mais celui-ci n'existe pas vraiment.

Que reprochez-vous à ces ensembles de musique folklorique que l'on voit souvent sur les plateaux de télévision ?

Juste après l'instauration du régime communiste, les conseillers russes du ministère de la Culture ont imposé la création d'ensembles folkloriques sur le modèle du ballet Moïseïev de Russie. Ces groupes, qui devaient exprimer la grandeur du peuple, jouaient tous d'une manière très dirigée, avec les mêmes orne-

RENCONTRE

ments et les mêmes accompagnements. Ils étaient en parfaite osmose avec la façon dont était structurée la société, reprenant les musiques traditionnelles pour les déformer et les transformer en des musiques représentant le système socialiste. Avec le temps, ces ensembles folkloriques, devenus des caricatures, se sont éloignés de la culture traditionnelle. Mais à cause d'une forte diffusion, leur musique est devenue celle consommée par tous les Roumains. Ces derniers ont d'ailleurs fini par croire qu'elle était la version supérieure de la musique populaire, alors qu'elle ne l'était pas... Mais le régime n'a que partiellement réussi à la substituer aux véritables musiques traditionnelles. Car de leur côté, les Roumains avaient tendance à apprécier les musiques métissées, pan-balkaniques, ce qui ne plaisait pas au régime. Les autorités communistes ont alors défendu aux *lăutari* (les musiciens traditionnels, ndlr) de jouer ces musiques soit disant polluées, suspectées de provenir d'autres cultures musicales, sous peine de se voir retirer leur permis de travail.

Comment les musiques traditionnelles se sont-elles développées ?

Les gens dans les villages jouent beaucoup moins qu'avant, la tencedance est à consommer la musique plutôt qu'à la produire. Et puis les Roumains d'aujourd'hui ne sont plus les mêmes que ceux du début du 20ème siècle. A l'époque, les villages s'agrandissaient, et les fêtes populaires devenaient de plus en plus importantes. Les villageois avaient besoin d'une musique disons, puissante. Ils ont donc fait appel à des musiciens professionnels qui, la plupart du temps, étaient des *lăutari* regroupés en petits ensembles qu'on appelle *taraf*. Les villageois ont continué à jouer eux-mêmes de la musique seulement dans certains cas, lors de funérailles, par exemple.

Parlez-nous de ces *lăutari* que vous

avez beaucoup étudiés. Pourquoi avoir fait ce choix ?

J'ai compris assez vite à quel point il était important d'étudier la musique des *lăutari*. En fait, ils sont peu à peu devenus le moteur dynamique des musiques rurales de Roumanie. Comme je l'ai dit précédemment, ils étaient appelés pour jouer dans les fêtes de village, ils ont donc dû reprendre le répertoire de chaque région, connaître les coutumes locales et les rituels de chaque village. Si une bonne partie des *lăutari* sont des Roms, la musique qu'ils jouent est celle de leurs clients : les Roumains, Hongrois, Juifs, Roms, selon le cas. A noter que la plupart des musiciens populaires sont les descendants de musiciens de la cour féodale, qui étaient roms et esclaves en Valachie et en Moldavie, ou serfs en Transylvanie et dans le Banat. Ils ont été libérés autour de 1848, et une bonne partie d'entre eux se sont établis en marge des villages où ils ont reçu des lopins de terre, ou en ville. Ils sont tous devenus disons « free lance », à la disposition de tous ceux qui avaient besoin de leurs services musicaux.

« *Les Roumains avaient tendance à apprécier les musiques métissées, pan-balkaniques, ce qui ne plaisait pas au régime*

Vous avez découvert les fameux *lăutari* de Clejani, plus connus sous le nom de Taraf de Haïdouks...

Cet ensemble était le meilleur de la région. Lorsque je travaillais à l'Institut du folklore, j'ai découvert des enregistrements réalisés par l'une de leurs équipes en 1949. Après les avoir rencontrés et enregistrés en 1983 moi-même, je les ai invités quelques années plus tard pour qu'ils jouent à l'Institut à l'occasion de la venue d'un groupe d'ethnologues suisses. Pour Laurent Aubert, une personnalité dans le milieu de l'ethnomusicologie,

ce fut le coup de foudre. Il a trouvé ce *taraf* incroyable et les a invités à Genève et à Paris, où je les ai accompagnés. Je ne sais pas comment il a fait, mais à l'époque, il a réussi à avoir l'autorisation des autorités communistes. Deux heures avant le départ, nous n'avions toujours pas nos passeports, mais finalement tout s'est résolu comme par miracle... Le voyage en avion fut extraordinaire, ils ont joué et fait les pitres pendant tout le trajet. J'avais choisi les musiciens vétérans du village de Clejani, qui étaient les meilleurs. Ils étaient incroyables, à tel point qu'ils ont convaincu les pilotes de venir assister à leur concert... A Paris, ils ont ensuite été repérés par un jeune Belge qui a eu du flair, c'est lui qui les a lancés.

Dans la collection « Ethnophonie », en plus de deux très beaux albums sur les musiques tziganes, il y a aussi cet album sur les musiques juives...

Avec mon équipe, nous avons énormément travaillé sur ce disque-là. Nous nous sommes immergés à trois reprises dans la région de Botoșani pour essayer de découvrir la musique qui était jouée dans les fêtes juives. Mais le problème, c'est qu'en 2005-2007, il n'y avait déjà plus beaucoup de Juifs dans la région. Nous avons donc dû reconstituer un répertoire de morceaux qui étaient joués lors de ces cérémonies, depuis l'Entre-deux-guerres jusqu'aux années 1950. Nous avons fait appel à des musiciens professionnels roumains et roms, assez âgés, qui connaissaient déjà ces musiques pour les avoir jouées à l'époque. Les liens qui existaient entre les musiques juive, ukrainienne et roumaine nous ont beaucoup intéressé. Mais pour les comprendre, nous avons dû aussi puiser dans la littérature étrangère.

Qu'en est-il des *manele* ? D'où viennent-elles et pourquoi tant de polémique à leur rencontre ?

C'est une musique qui, au 19ème siècle, était jouée dans les fêtes des



Boyards, les aristocrates locaux. Elle a toujours été associée à une musique des Balkans, car elle a également des influences grecque, serbe, bulgare etc.. A partir du milieu des années 1990, cette musique de fusion, aussi dénommée orientale, est de nouveau apparue sur le devant de la scène. De mon point de vue, le style musical des *manele* est le fruit d'un passé balkanique qui refait surface de manière régulière. Certains intellectuels roumains lui reprochent sa médiocrité esthétique. Mais en général, ils ne l'apprécient pas trop car elle reflète surtout un

passé lié aux Balkans et qui dérange. Il y a aussi le fait qu'aujourd'hui, cette musique est liée au monde interlope. Cela répugne beaucoup de gens, dont moi la première... Mais que faire ? Les *manele* existent et nous devons les comprendre avant de les blâmer.

Selon vous, l'Etat roumain soutient-il suffisamment les musiques traditionnelles ?

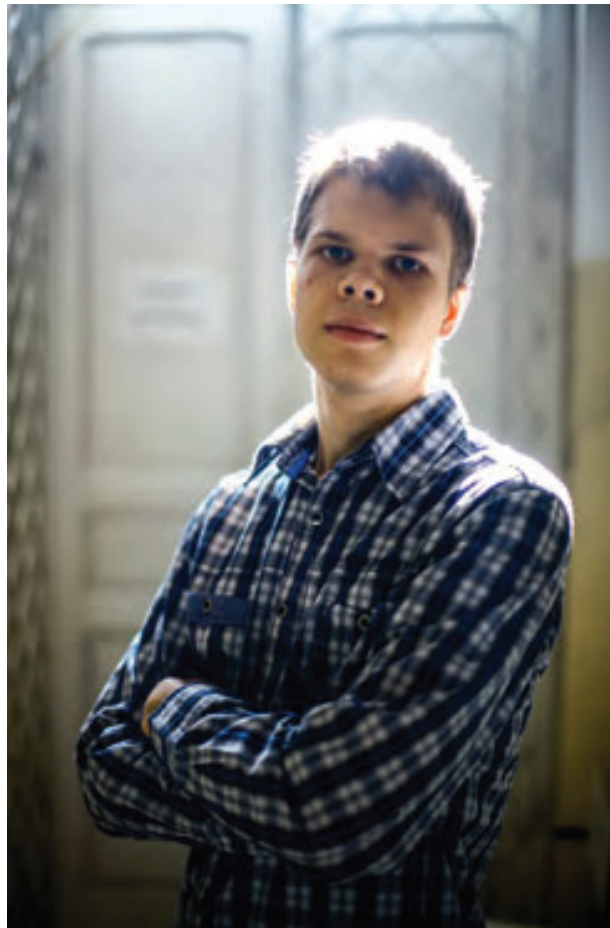
Je pense que ce n'est pas à l'Etat de les mettre en valeur, il faut qu'elles se valorisent elles-mêmes. De plus, et je l'ai toujours dit, au lieu de créer

des académies pour apprendre et transmettre ces musiques, laissons-les mourir de leur belle mort. Parce qu'elles proviennent en bonne partie d'une culture orale paysanne qui est de toute façon en cours d'extinction. Cela ne sert à rien de les introduire dans les schémas classiques par le biais de partitions, cela ne fait que les rendre folkloriques. A l'inverse, on devrait les chérir et continuer de les diffuser à la radio ou simplement les enregistrer.

Propos recueillis par Julia Beurq.
Photos : Daniel Mihăilescu

La Roumanie récolte depuis longtemps de nombreuses médailles aux Olympiades internationales. En 2014, qu'il s'agisse de mathématiques, chimie, biologie, astronomie ou physique, les élèves roumains ont été sacrés meilleurs d'Europe et parfois du monde à une cinquantaine de reprises. Mais qui sont ces jeunes surdoués ?

EN TÊTE



ȘTEFAN BOGDAN IVAN, médaillé d'or à l'Olympiade internationale de chimie de Moscou en mai dernier, et d'argent à l'Olympiade internationale de chimie de Hanoï en juillet

« La chimie, je l'aime bien pour sa logique. Il n'y a rien à apprendre par cœur, tout repose sur des formules mathématiques. Une fois que l'on comprend ce qui s'y passe, les résultats sont des plus beaux... ». Pour ce jeune homme de dix-neuf ans, la chimie, dont il se nourrit depuis plus de six ans, est une vraie passion. Enfant prodige, jalosé par ses camarades de classe pour ses résultats scolaires excellents, Ștefan fut dans un premier temps attiré par l'informatique. Après une école de quartier, il entre au Collège national d'informatique Tudor Vianu de Bucarest, connu pour réunir sous son toit la crème des génies en mathématiques. Mais plus qu'un environnement scolaire élitiste, il a fallu une professeur passionnée pour inscrire ce grand timide sur la voie du succès. « J'ai bien aimé le style de ma professeur, sa manière de nous enseigner. Grâce à elle (voir encadré), j'ai décidé de m'intéresser à la chimie », explique Ștefan. Et il le fait en véritable professionnel, six ou sept heures par jour, ce qui ne l'empêche pas de s'intéresser également à l'art photographique et à la langue russe, qu'il apprend tout seul. Malgré un palmarès qui lui aurait certainement ouvert les portes des plus grandes universités, Ștefan a préféré rester sur place et intégrer une section spécialement créée pour les Olympiades à la faculté de chimie de Bucarest. Selon lui, « on peut être performant n'importe où, même en étudiant chez soi. L'important, c'est la passion ».

MARIA ROMINA IVAN, médaillée de bronze à l'Olympiade européenne de mathématiques pour filles d'Antalya, avril dernier

« Pour moi, les mathématiques sont tout simplement sublimes », confesse Maria qui, dans son enfance, agaça ses parents à cause d'une curiosité excessive. « J'étais hyperactive et je stressais tout le monde avec des tas de questions. Je me suis calmée à partir du moment où j'ai découvert les maths qui m'ont fourni toutes les réponses. » Originaire de Pitești, elle a fait la fierté de sa ville et enchaîné les médailles aux concours nationaux avant d'obtenir une bourse intégrale au Lycée international d'informatique de Bucarest. Une institution privée dont le but est notamment de repérer les élèves surdoués afin de leur offrir un programme plus poussé que le système classique... « L'avantage, c'est qu'on nous encourage à nous concentrer sur un seul domaine, celui qui nous plaît. L'inconvénient, c'est qu'on ne peut pas se reposer dans une classe où la concurrence est rude. Mais n'oubliez pas que nous sommes des grosses têtes à lunettes qui passent le plus clair de leur temps à parler formules et théorèmes », rigole Maria qui, à dix-sept ans, est déjà courtisée par plusieurs universités de prestige dont Manchester, Cambridge ou le MIT. Le travail ne lui fait pas peur, puisqu'elle affirme ne jamais se sentir fatiguée à chercher le bon résultat. Son unique crainte : ne pas avoir le temps de faire tout ce qu'elle pourrait faire.



TUDOR COSTEL CREȚU, médaillé d'argent à l'Olympiade asiatique de physique de Singapour en mai dernier, d'or à l'Olympiade internationale d'Astronomie, au Kirghistan en octobre, d'or à celle d'astrophysique de Suceava en août, et d'or à l'Olympiade scientifique de l'Union européenne d'Athènes, en mars-avril

« Je ne me considère pas un génie. Par contre, je suis extrêmement chanceux pour la simple raison d'avoir découvert dès mon plus jeune âge ce qui me passionne vraiment dans la vie. » Né à Rădăuți, petite ville près de Suceava, dans le nord-est du pays, Tudor, dix-sept ans, s'est distingué dès l'âge de treize ans, quand il a décroché la deuxième place au concours national de physique. Un résultat qui lui a valu une bourse au Lycée international d'informatique, et la possibilité d'intégrer un cours optionnel d'astronomie, « science qui me permet de m'orienter même sous un ciel couvert de nuages », sourit-il. Les concours ne lui font pas peur puisque « rien ni personne ne peut m'empêcher de faire la preuve de mes connaissances », assure Tudor, décidément très confiant. Mais plus que la compétition et les médailles, il aime rencontrer des jeunes du monde entier avec qui il partage souvent les mêmes passions. « À part l'astronomie et l'astrophysique, j'aime aussi jouer au foot, aller au théâtre, au cinéma, lire aussi bien les grands classiques que des livres contemporains. Le dernier traitait des répercussions de la physique quantique sur la vie de tous les jours, passionnant, n'est-ce pas ? ». Son avenir, il le voit déjà ailleurs, dans une université prestigieuse où il pourra développer ses connaissances soit dans l'astrophysique, soit dans l'ingénierie spatiale. « La Roumanie n'a pour l'instant pas les moyens de m'offrir le niveau de performance que j'espère atteindre. »



BOGDAN IONUȚ ȘIȘCĂ JIPPA, médaillé d'or à l'Olympiade scientifique de l'Union européenne d'Athènes, mars-avril dernier

A dix-sept ans, Bogdan, petit génie en biologie du Collège national Mihai Vi-teazu de la capitale, se décrit comme étant un perfectionniste... « *C'est ma plus grande qualité, mais aussi mon plus vilain défaut. Je me bats pour arriver le plus loin possible et faire la preuve de mes capacités, mais en même temps j'ai peur de plonger dans l'erreur.* » Pour l'instant, tout lui sourit. « *J'avais douze ans quand j'ai commencé à me passionner pour la biologie grâce à un professeur qui m'a encouragé dans cette voie,* raconte-t-il. *Et puis toute ma famille se passionne pour ce domaine : mon grand-père est médecin, ma tante aussi, et ma mère s'y intéresse beaucoup.* » Malgré tout, Bogdan a un handicap important à surmonter... « *Je suis un grand timide. Je panique en présence d'inconnus et chaque nouvelle expérience me donne des frissons* (voir encadré psychologue). » Mais cela ne l'a pas empêché de sortir victorieux des concours internationaux. Il n'exclut pas la possibilité de continuer ses études à l'étranger au cas où il opterait pour la génétique ou la biologie cellulaire. Par contre, « *si je me décide pour la médecine, je resterai en Roumanie où l'on prépare des médecins capables de travailler partout dans le monde* ».

Mirela Marcu, professeur de chimie au Collège National Tudor Vianu de Bucarest :

« *Entraîner un enfant pour les concours internationaux est un vrai parcours du combattant : il faut sacrifier son temps, parfois sa propre famille pour se consacrer à son élève, le motiver afin qu'il atteigne un niveau universitaire. Sans fausse modestie, tous les professeurs ne peuvent pas entraîner ce type d'élèves. Les connaissances ne suffisent pas. Il faut avoir un je ne sais quoi, quelque chose de spécial qui attire l'enfant ou l'adolescent, et le pousse vers la performance. Bien que très exigeante envers mes élèves auxquels j'impose des standards rigoureux d'apprentissage et de conduite, certains me disent qu'ils ont appris à aimer la chimie grâce à mon enseignement.* »

Entretien avec Cristina Fülöp, psychologue :

Regard : Comment détecte-t-on un enfant à haut potentiel ?

Cristina Fülöp : Ces enfants se différencient dès le début par une facilité de compréhension hors norme, et par un désir de connaître et d'accumuler des informations. Ils sont tout simplement différents des autres enfants du même âge.

Quels sont les risques auxquels s'exposent ces enfants surdoués ?

Dès qu'ils sentent la pression des autres, leur jalousie ou des réactions négatives de la part des parents ou des professeurs, ces enfants ont tendance à s'isoler. Il suffit de regarder autour de nous pour voir que le monde est rempli de personnes surdouées qui, mal comprises et en l'absence de toute stimulation intellectuelle adéquate, ont fini par échouer sur tous les plans.

Un enfant surdoué sera un adulte surdoué ?

Pas forcément, si leur éducation n'est pas différente. Ils ont besoin de se former une image complexe du monde, on ne peut pas leur donner des informations au compte-goutte comme dans l'enseignement classique, car ils s'ennuient très vite. De plus, il n'est pas rare que les surdoués naissent dans des familles où le niveau d'intelligence des parents leur est inférieur, ils finissent alors par masquer leurs aptitudes pour se faire accepter et aimer par leurs proches.

Ioana Stăncescu
Photos : Mihai Barbu

Il est grand (1 mètre 92), blond et saxon. Il a été professeur de physique, chef de sa promotion à la faculté, et inspecteur scolaire. Quand ses parents ont émigré en Allemagne, il a préféré rester en Roumanie. Pendant quatorze ans, il a été maire de Sibiu, ville où il a apporté la lumière, disent ses habitants. C'est le nouveau président de la Roumanie et il s'appelle Klaus Iohannis. Portrait.

UN AUTRE HOMME ?



MOINS CONNU QUE SON ADVERSAIRE
le Premier ministre Victor Ponta à l'élection présidentielle de novembre dernier, Klaus Iohannis a réussi à faire taire tous les pronostics : 6 242 825 Roumains ont voté pour lui, contre 5 211 097 pour Victor Ponta. Un tour de force d'autant plus remarquable que M. Iohannis n'a même pas fait de coups bas pendant la campagne, une tactique pourtant courante en Roumanie lors d'une telle bataille. Ce qui lui a valu d'être considéré, par une partie de l'électorat, comme étant un candidat faible... D'autres lui ont reproché de ne pas être complètement roumain, ou de ne pas être orthodoxe (mais protestant). « *Quel est le problème si je suis d'origine saxonne ? Je suis roumain !* », a-t-il fini par exclamer quelques jours avant le second tour, rappelant que sa famille

était arrivée en Transylvanie il y a plus de 850 ans.

Pendant trente ans, le nouveau président de la Roumanie est allé au travail en vélo. Un détail certes, mais qui en dit long sur sa personnalité, dans un pays où la voiture est l'objet roi, la marque du statut social. Après avoir terminé ses études à la faculté de physique de l'université Babeș-Bolyai de Cluj, il est parti enseigner à Agnita, petite ville située à une dizaine de kilomètres au nord-est de Sibiu. Il faisait donc la navette en train, puis prenait sa bicyclette pour les deux kilomètres restants jusqu'au collège, quelle que soit la météo. Et quand il est devenu maire de Sibiu, le vélo est resté son moyen de transport favori. Par ailleurs, Klaus Iohannis a toujours été un grand amateur de randonnées

et de ski, surtout pendant ses années d'études. Période durant laquelle il a connu sa femme, Carmen, professeur d'anglais au Collège national Gheorghe Lazăr de Sibiu.

Né le 13 juin 1959 à Sibiu, Klaus Werner Iohannis a toujours été sujet à des blagues ou des reproches pour la façon dont il s'exprime, une diction plutôt lente et laconique propre à la région du centre. Mais personne ne lui enlève sa renommée de bon maire, même ses plus féroces opposants. Ni sa réputation d'homme extrêmement sérieux (trop peut-être ?). M. Iohannis a transformé Sibiu, et lui a notamment amené de nombreux investisseurs étrangers. Puis il y a eu le sacrement de 2007, quand la ville est devenue capitale européenne de la culture.

Ses premiers gestes et déclarations, une fois l'élection présidentielle gagnée, ont confirmé sa renommée. Klaus Iohannis a notamment demandé au Parlement de rejeter l'Ordonnance d'urgence concernant une loi controversée sur l'amnistie. Il a aussi demandé à ce que soit levée l'immunité de tout député ou sénateur suspecté de corruption, en accord avec ses promesses de campagne. Si le Premier ministre Victor Ponta a immédiatement reconnu sa défaite, ce qui est tout à son honneur, Klaus Iohannis a seulement mis deux jours, et non pas plusieurs mois, avant de trancher des questions de justice épineuses. Ceci étant, M. Iohannis n'est pas lui-même exempt de tout souci. Quelques jours après l'élection, la Cour su-

prême a décidé d'ouvrir une enquête à la demande de l'Agence nationale d'intégrité (ANI) concernant un vieux dossier : le nouveau président est accusé d'avoir cumulé son mandat de maire avec celui d'administrateur de sociétés subordonnées à la mairie. L'affaire sera suivie de près en ce début d'année 2015.

« Les premières déclarations de Klaus Iohannis ont eu un ton plutôt ferme. (...) C'est le signe que les Roumains auront un président avec de l'autorité »

Quoi qu'il en soit, Klaus Iohannis semble faire l'unanimité auprès des commentateurs politiques. « Ses premières décisions sont exceptionnelles »

pour le pays, où l'on s'attend à peu de la part des politiques, de façon générale, affirme le politologue Alexandru Radu. C'est aussi l'une des conséquences du score final, près de 10% en faveur de M. Iohannis, alors qu'il était donné perdant. Une différence historique en vingt-cinq ans de démocratie. » Et d'ajouter : « Les premières déclarations de Klaus Iohannis ont eu un ton plutôt ferme, alors même qu'il n'avait pas encore été confirmé dans ses fonctions. C'est selon moi le signe que les Roumains auront un président avec de l'autorité. » Le politologue assure par ailleurs que le pays sera dirigé de façon totalement différente par rapport aux présidences de ces vingt-cinq dernières années.

De son côté, le sociologue Alfred Bulai se veut plus prudent... « Sibiu a énormément bénéficié des financements européens en devenant capitale euro-

péenne de la culture, Klaus Iohannis en a donc recueilli les fruits, même si on ne peut lui enlever le fait qu'il fut un bon gestionnaire de sa ville. Mais quel rapport y a-t-il entre la mairie de Sibiu et la présidence ? Aucun. Il a surtout su profiter d'une bonne image. »

L'espoir est toutefois palpable, le style et les premières actions du nouveau président semblent en tout cas avoir convaincu. « Lors de son investiture en tant que président, Klaus Iohannis a déclaré qu'il souhaitait reconnecter l'institution présidentielle avec le peuple roumain, ainsi que respecter la Constitution à la lettre, souligne Alexandru Radu. Nous allons enfin, je l'espère, connaître une période de rigueur législative, la Roumanie en a bien besoin. »

Carmen Constantin
Photo : Mediafax

L'élection présidentielle de novembre dernier a aussi marqué la fin d'une ère, celle de Traian Băsescu. Pendant dix ans, ce dernier a dirigé la Roumanie dans un style qui lui est bien propre. Retour sur deux mandats successifs en treize dates clés.

IL A REGNE SUR LA JUNGLE

20 décembre 2004 : Traian Băsescu, maire de Bucarest, devient le troisième président de la Roumanie post-communiste. Il a obtenu 51,23% des voix et a battu son adversaire, le social-démocrate Adrian Năstase, jusqu'alors Premier ministre.

25 décembre 2004 : Le président Băsescu propose à Monica Macovei d'être ministre de la Justice. Elle est intègre, vient de la société civile et prône une justice indépendante. Pendant toute sa campagne électorale, M. Băsescu avait effectivement fait de la lutte anti-corruption l'un de ses principaux objectifs.



6 décembre 2005 : Traian Băsescu et Condoleezza Rice, alors secrétaire d'Etat des Etats-Unis, signent un document qui prévoit la création

d'une base militaire américaine sur le territoire roumain, à Deveselu, dans le département de l'Olt. Un an après l'adhésion de la Roumanie

à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), le président Băsescu consolide ses relations avec les Etats-Unis et ce qu'il dénomme « l'axe Bucarest - Londres - Washington », non sans froisser les capitales européennes.

18 décembre 2006 : Traian Băsescu condamne devant le Parlement le régime communiste. C'est la première fois dans l'histoire du pays qu'un président fait un tel geste. Sa démarche déclenchera de vives réactions de la part notamment du parti d'extrême droite România Mare.

1er janvier 2007 : Douze ans après avoir déposé sa candidature, la Roumanie devient le 26ème pays à intégrer l'Union européenne. C'est aussi le premier pays d'Europe de l'est à entrer dans l'UE. Mais sept ans plus tard, la Roumanie ne fait toujours pas partie de l'espace Schengen, alors que ce fut l'une des grandes priorités du président.

19 avril 2007 : Traian Băsescu est suspendu de ses fonctions par le vote de 322 parlementaires qui lui reprochent d'avoir violé la Constitution. Il est notamment accusé d'avoir eu une « attitude partisane ». Mais le référendum qui a lieu un mois plus tard est invalidé par la Cour constitutionnelle à cause d'une participation trop faible. Quoi qu'il en soit, Traian Băsescu bénéficie du fort soutien de la population puisque 74,48% des votants se sont prononcés contre cette suspension.

6 décembre 2009 : Le président Băsescu remporte le deuxième tour de l'élection présidentielle avec un score de 50,34%, soit 60 000 voix de plus que son adversaire, le social-démocrate Mircea Geoană. Il entame un second mandat à la tête du pays.

6 mai 2010 : Face à la crise économique, Traian Băsescu annonce des mesures d'austérité drastiques : réduction du salaire des fonctionnaires de 25%, et des retraites de 15%. La ré-

« Traian Băsescu est un personnage très populaire auprès des Roumains car il est facile de s'identifier à lui : il boit, il fume, il aime les femmes, il fait des blagues, il est entier. Mais c'est aussi un homme qui aime le pouvoir. Selon la Constitution roumaine, le président n'est pas censé avoir d'attribution exécutive. Mais pendant dix ans, Traian Băsescu s'est comporté comme un président joueur. C'est lui qui a fixé les règles du jeu et fait ce qu'il a voulu avec la Constitution. Il a dominé la scène politique et je pense qu'il le fera encore pendant longtemps. »

Alexandru Radu, politologue et professeur à l'université Dimitrie Cantemir de Bucarest.

duction des retraites sera finalement bloquée par la Cour constitutionnelle.

9 janvier 2012 : Le président demande à Raed Arafat de démissionner de son poste de secrétaire d'Etat à la Santé, ce dernier s'opposant à la privatisation du système de santé. En signe de soutien à M. Arafat, des milliers de personnes manifesteront dans tout le pays jusqu'à la fin du mois de février, ce qui conduira à la démission du gouvernement d'Emil Boc.

6 juillet 2012 : 256 parlementaires votent la suspension de Traian Băsescu, la deuxième en huit ans de mandat. Lors du référendum qui suit, à l'inverse d'il y a cinq ans, 87,52% des votants se prononcent en faveur de sa destitution. Mais là encore, le référendum est invalidé par la Cour constitutionnelle à cause d'un taux de participation insuffisant.

10 février 2014 : Traian Băsescu reçoit une amende de 600 lei de la part du Conseil national de lutte contre les discriminations (CNCD) pour avoir tenu des propos discrimi-

natoires à l'encontre des Roms, lors d'un voyage en Slovaquie en 2010. En 2007, il avait déjà été sanctionné par le CNCD pour ce genre d'allégation après avoir traité une journaliste de « sale tzigane ». Il le sera de nouveau en 2011 pour avoir accusé les Roms d'être « un peuple de voleurs ».

13 octobre 2014 : A vingt jours du premier tour de l'élection présidentielle, à laquelle il ne peut se représenter, Traian Băsescu accuse lors d'un débat télévisé le candidat Victor Ponta d'avoir été un agent infiltré des Services de renseignements extérieurs entre 1997 et 2001, lorsqu'il était procureur. Ce dernier rejette cette allégation.

16 novembre 2014 : Klaus Iohannis, le candidat de centre-droit, est élu président du pays avec un score de 54,43%. Il remporte le scrutin contre le Premier ministre social-démocrate Victor Ponta.

Julia Beurq
Photo : Mediafax

« Au niveau social, Traian Băsescu a créé un modèle de société conflictuel. Il a appliqué le principe de diviser pour mieux régner. En tant qu'ancien capitaine de la flotte roumaine, il lui est plus simple de gouverner la société lorsqu'elle est dans la tempête, comme un navire. Par exemple, il a créé une opposition très forte entre Cotroceni et le palais Victoria – où siège le Premier ministre, ndlr. Mais ce conflit institutionnel se ressent aussi au niveau de la société qui est devenue très polarisée : on est soit dans le camp de Traian Băsescu, soit dans celui de Victor Ponta. »

Vintilă Mihăilescu, anthropologue et professeur à l'Ecole nationale de sciences politiques et administratives de Bucarest.

Une croix sur la religion ?

Plus de vingt ans après son introduction dans les écoles publiques de Roumanie, l'éducation religieuse pourrait céder sa place à l'enseignement de l'Ethique et de la Culture civique. Avancée par le député écologiste Remus Cernea, cette proposition a été adoptée par approbation tacite, à la mi-octobre, par la Chambre des députés. « *Il s'agit d'éclaircir une fois pour toutes le statut ambigu de la religion dans les écoles. Normalement, la loi de l'Education rend optionnel l'enseignement de la religion, puisqu'il suffit d'une demande de la part des parents ou des élèves âgés de 16 ans pour ne plus participer aux cours de religion. Or, dans les faits, c'est une matière qui reste obligatoire* », affirme Remus Cernea, qui souhaite faire de la religion une matière facultative dans le véritable sens du terme.

« *C'est un abus que d'inscrire automatiquement tous les élèves en classe de religion. Il serait plus normal de la proposer seulement à ceux ayant formulé une demande en ce sens.* » Proposition qui devrait être mise en pratique après que la Cour constitutionnelle ait déclaré, mi-novembre, non constitutionnel l'article de la loi de l'Education nationale stipulant que ceux qui ne souhaitent pas de cours de religion doivent en faire la demande. Une demande, on l'avance pour faire et non pas nécessairement pour refuser quelque chose, a argumenté la Cour. La réaction du Patriarcat n'a pas tardé : il s'agit d'une décision discriminatoire et humiliante, peut-on lire dans un communiqué officiel. Ioana Stăncescu. Photo : Mediafax



L'âge *tatou*

En France, plus d'une personne sur dix serait tatouée. En Roumanie, la proportion n'est pas aussi importante mais depuis trois ans environ, de plus en plus de Roumains, jeunes et moins jeunes, sautent le pas. En octobre dernier, ils étaient des centaines à arpenter les allées du salon international du tatouage de Bucarest, dénommé 2nd Face Tattoo. Et venaient



de toute l'Europe, non seulement parce que le tatouage est ici en moyenne deux fois moins cher qu'en France ou en Allemagne, mais aussi parce que certains tatoueurs, tels Dan Ivan ou Bogdan Tomescu, se sont fait un nom dans le domaine. « *Il y a cinq ou six ans en Roumanie, tout le monde voulait être DJ, c'était la mode. Aujourd'hui, tout le monde veut être tatoueur* », estime Cornel Dima, directeur de 2nd Face Tattoo. Premier investissement pour se lancer, la machine à tatouer, qui coûte environ 600 euros. Et suivre des cours d'hygiène, obligatoires depuis 2007. Marlène Vitel.

Photo : Mihai Barbu

A LA LUEUR DU ROI



Le 8 novembre, dans le centre-ville de Cluj, 3 000 personnes se sont réunies pour célébrer l'anniversaire de Mihai Ier ; le roi de Roumanie fêtait ses 93 ans. Sur Piața Unirii, un millier de lanternes aux couleurs nationales ont été libérées dans les airs, accompagnées par un quatuor de cuivres et Dan Dumitrana, ténor à l'Opéra national de Cluj. Un sondage récent a montré que 30% de la population roumaine seraient favorables à une monarchie constitutionnelle, mais que 47% seraient contre.

Texte et photo : Nicolas Friess

La chronique

DE NICOLAS DON

LA REVANCHE DES MAL-AIMES

Initialement, j'ai voulu titrer « La revanche des bannis ». Celle des millions de Roumains (trois, quatre millions, personne ne le sait exactement, les autorités de Bucarest sont incapables de fournir un chiffre exact), qui vivent et travaillent à l'étranger et qui viennent d'élire un président issu de la minorité allemande pour leur pays de cœur, la Roumanie. Car c'est bien d'une affaire de cœur, d'affect, de sentiments, qu'il s'agit. Ceux qui ont offert la victoire au candidat libéral en allant aux urnes à Madrid, Rome ou Paris, étaient moins de 400 000, le 16 novembre dernier. Mais ils ont réussi à lever une armée, à l'intérieur même du pays, en allant rameuter le ban et l'arrière-ban de leurs familles, amis et connaissances. Via Facebook, Twitter, Instagram et autres réseaux sociaux.

A l'arrivée, ils ont battu le représentant social-démocrate avec plus d'un million de voix d'écart. Eux, ceux qui, dès la fin des années 1940 et l'instauration du communisme, ont été considérés comme des traîtres à la patrie, devenus réfugiés politiques à l'Ouest. Au pays, leur famille payait la note : persécutions systématiques, diverses et très variées, grâce à un « dossier politique » que l'on traînait comme un boulet toute sa vie. A l'étranger, ces « transfuges » ont constamment maintenu, tant bien que mal, la flamme et l'image d'une autre Roumanie que celle façonnée par un dictateur ubuesque, du nom de Nicolae Ceaușescu.

Après la chute de celui-ci, les exilés sont restés des traîtres, quelque part. Les affiliés au nouveau régime (issu directement de l'ancien), n'hésitait pas à parler d'un ressentiment de la population, résumé par : « Ils ne sont pas restés ici, avec nous à partager notre misère, ils se sont précipités vers le luxe et le confort occidental. »

Dès 1990, des légions roumaines sont parties vers l'Ouest. En quête d'un travail, beaucoup mieux payé que celui d'un médecin de Iași, d'un ingénieur de Bucarest ou d'un dentiste de Timișoara. Mais le mirage du succès s'est vite fracassé sur la réalité des petits boulots. L'échelle est infinie mais rarement gratifiante, elle va de garde-malade à saisonnier pour la cueillette des fruits et légumes.

Les nouveaux exilés ont donc vite hérité de l'appellation infamante de « căpșunari » (ramasseurs de fraises). Autrement dit, des va-nu-pieds tout juste bons à « torcher les vieux dans les asiles » (expression consacrée, malgré – ou à cause de – sa vulgarité).

Oubliés les étudiants brillants, boursiers dans les plus grandes universités d'Europe ! Oublié le médecin de Iași, devenu médecin à Rennes, l'ingénieur de Bucarest devenu ingénieur à New York ou le dentiste de Timișoara devenu dentiste à Munich. Des moins que rien influencés par l'Occident ! Tous les mêmes, des va-nu-pieds qui, de toutes façons, ne votent pas pour nous ! C'est ce réflexe d'antan qui a déterminé les responsables du gouvernement à tout faire pour circonscrire et contrôler le vote de l'étranger. Une énorme bêtise dans le camp de Victor Ponta, le candidat archi-favori dans les sondages, trop jeune pour être vraiment communiste. Et une aubaine – totalement inespérée – pour Klaus Iohannis, le challenger devenu chef de l'Etat.

Aujourd'hui, on parle de morale et on présente cette nouvelle diaspora comme le censeur impitoyable du tout pouvoir mis en place à Bucarest. Dans une Roumanie membre de l'Union européenne, cela s'appelle tout simplement la revanche de l'histoire.

Projet bâclé

Pressé de faire entrer l'école roumaine dans l'ère du numérique, le ministère de l'Education a approuvé en octobre dernier les premiers e-manuels destinés aux élèves de CE1 et CE2. « *Les nouveaux manuels sont plus interactifs, ils captent plus facilement l'attention tout en contribuant à accroître la qualité et les performances de l'acte d'enseignement* », a alors expliqué le ministère dans un communiqué. En classe, l'enthousiasme est cependant à marée basse. « *Le manuel numérique ne trouve pas sa place dans nos salles de classe, insuffisamment équipées et dépourvues de ressources* », déplore Carmen Oncescu, institutrice dans une école de la capitale. D'après elle, il est inutile de passer à la vitesse supérieure



avant de former les professeurs et offrir aux enfants des équipements individuels. « *Par ailleurs, dans ma classe, la moitié des parents s'oppose à l'utilisation de tablettes, leurs enfants le font déjà trop à la maison* », renchérit l'institutrice. De son côté, le ministère précise que les manuels numériques ne sont pour l'instant qu'un complément aux manuels papier. Mais en septembre dernier, ces derniers n'étaient même pas arrivés dans les classes, suite à un scandale autour des appels d'offre. « *On s'est vu proposer d'anciens manuels, réédités à la hâte et dont le contenu ne correspondait plus au nouveau programme scolaire* », déplore Carmen Oncescu. Un trimestre décidément mauvais pour le ministère. Ioana Stăncescu. Photo : Mediafax

A pas *de géante*



En 2014, Simona Halep a continué d'écrire un peu plus son histoire et celle du tennis roumain. Le 7 juin dernier, la jeune femme de 22 ans frôle le titre à Roland Garros face à la Russe Maria Sharapova après trois sets âprement disputés. En 2008, elle avait déjà remporté le tournoi parisien chez les juniors face à sa compatriote Elena Bogdan qui, elle, n'a pas percé chez les pros. C'est Porte d'Auteuil toujours qu'a eu lieu en 1978 la dernière victoire roumaine chez les femmes dans un grand chelem avec Virginia Ruzici. Encore 64ème mondiale en mai 2013, la carrière de Simona Halep a depuis fortement décollé. Six titres plus tard, elle termine l'exercice 2013 aux portes du top ten

(11ème au classement WTA). L'année 2014 sera celle de la consécration. Numéro deux mondiale cet été, elle réalise désormais ses meilleures performances dans les tournois les plus importants. Outre sa finale à Roland Garros, elle a été quart de finaliste à l'Open d'Australie en janvier ainsi que demi-finaliste sur le gazon de Wimbledon. L'année prochaine pourrait bien être la bonne pour celle que tout un pays n'appelle désormais que par son prénom. Au Master féminin qui a rassemblé en octobre dernier les huit premières mondiales, "Simona" s'est hissée en finale où elle ne s'est inclinée que face à la numéro un mondiale, Serena Williams... après l'avoir balayée en match de poule, 6/0, 6/2. La joueuse de Constanța termine l'année à la troisième place mondiale. Qu'on se le dise : elle a tout d'une grande. Benjamin Ribout. Photo : Mediafax

COMMUNIQUÉ



L'objectif principal de la Fondation Orange Roumanie est d'intégrer socialement et professionnellement les personnes souffrant de déficiences visuelles et/ou auditives. Un premier pas essentiel dans cette démarche est l'éducation. Actuellement, le nombre limité d'options au sein du système éducatif et des formations professionnelles n'a pas permis leur intégration efficace sur le marché du travail et dans la société de façon générale. C'est pourquoi la Fondation Orange soutient une série de projets éducatifs menés par des organisations à but non lucratif partenaires. L'objectif : améliorer les conditions de formation professionnelle de ces jeunes souffrant de déficiences visuelles et/ou auditives.

L'un des projets est de créer des centres spécialisés pour les étudiants non-voyants au sein de six facultés et universités de Roumanie (Université de Bucarest – Faculté de psychologie et Faculté de Langues et de Littérature étrangère, Université Babeș Bolyai de Cluj-Napoca, Université A. I. Cuza de Iași, Université de l'Ouest de Timișoara, et Université d'Oradea). Ce projet, développé ensemble avec la Fondation Cartea Călătoare, propose aux étudiants non-voyants une technologie qui permet d'écouter les cours, mais aussi des imprimantes braille et divers équipements spéciaux multifonctions.

Un autre projet soutenu par la Fondation Orange et développé par l'organisation Salvați Copiii va prochainement permettre aux jeunes souffrant de déficiences visuelles de suivre des cours d'informatique. Par ailleurs, ces enfants et adolescents bénéficieront d'une plateforme en ligne intégrant les ressources adaptés disponibles et des sessions de conseil sur leur orientation professionnelle.

De son côté, l'Association Junior Achievement développe en ce moment un programme également soutenu par la Fondation Orange. Il s'agit d'offrir des cours d'orientation professionnelle aux enfants souffrant de déficiences auditives, et ce sur l'ensemble du pays, ainsi que des sessions pratiques au sein desquelles ils rencontreront des entrepreneurs roumains qui parleront de leurs différents métiers.

Pareillement, l'Ecole spécialisée dans les handicapés auditifs Kozmuzta Flóra de Cluj a mis en place un système vidéo pour les élèves du primaire qui leur permet de mieux comprendre les matières enseignées. Accessibles sur tablette, ces vidéos ont été distribuées dans toutes les écoles spécialisées pour handicapés auditifs du pays.

Enfin, la fondation Sense International a lancé un projet, toujours financé par la Fondation Orange, visant à offrir davantage d'options professionnelles aux enfants souffrant de déficiences sensorielles. Sense a déjà inauguré trois mini ateliers dans trois écoles spécialisées du pays (une mini-imprimerie à Bucarest, un atelier de pâte à modeler à Iași, et une mini-serre à Galați). A la fin de l'année 2014, Sense aura par ailleurs lancé deux mini-imprimeries à Timișoara et Arad.

Tous ces projets ont pour but de préparer au mieux ces élèves avec des déficiences sensorielles afin qu'une fois diplômés, ils puissent trouver un emploi plus facilement.

ETAT critique

Il a d'abord été médecin avant d'embrasser une carrière de journaliste, notamment sur le site d'actualités en continu Hotnews.ro. Depuis, Vlad Mixich scrute les politiques publiques, notamment quand il s'agit de santé. Et rien ne lui échappe.



Regard : Quel serait le principal problème du système de santé roumain ?

Vlad Mixich : Il n'y a pas un problème mais beaucoup de problèmes. A mon sens, la meilleure façon de répondre à cette question est de les hiérarchiser. D'abord, il y a un problème de méritocratie. Le principal motif pour lequel les jeunes médecins de Roumanie partent n'est pas l'argent, mais le manque de perspectives de carrière. Pourquoi ? Parce qu'il est très difficile d'obtenir un poste universitaire de prestige sans piston. De plus, l'infrastructure de recherche est dans un état précaire, ce qui accentue la désillusion chez les jeunes médecins les plus talentueux. La majorité d'entre eux décident alors de partir.

Mais la rémunération est aussi un point crucial, non ?

Le manque d'argent n'est plus aussi important qu'avant. En termes réels, le financement du système de santé a beaucoup augmenté. Certes, le budget de l'Etat destiné à la santé est resté le même si on le rapporte au pourcentage du PIB (produit intérieur brut, ndlr), environ 4%, mais comme ce même PIB a énormément grossi ces dix dernières années, l'argent pour la santé a lui aussi augmenté. Le problème, c'est que l'indice de satisfaction du patient est aujourd'hui identique à celui d'il y a dix ans.

Les médecins se plaignent pourtant de leur salaire...

Il faut savoir que les médecins les mieux lotis de Roumanie gagnent 80 fois plus que les jeunes internes fraîchement sortis de la faculté. Est-ce normal qu'un médecin expérimenté gagne bien plus qu'un débutant ? Oui, mais pas à ce point. Aux Etats-Unis, par exemple, cette différence est de 10 fois. En Roumanie, certains grands praticiens ont six fonctions à la fois. Ils sont professeurs universitaires, chercheurs pour des laboratoires pharmaceutiques, médecins dans un hôpital public et dans une clinique privée qui parfois leur appartient. Je me tue à répéter que c'est un mensonge de dire que le problème du système de santé tient dans les bas salaires. Le problème est l'iniquité des revenus des médecins.

Iniquité et parfois conflit d'intérêts...

Exactement. Il y a deux ou trois ans, le ministère de la Santé l'a même reconnu. Il n'est pas normal qu'un médecin puisse travailler le matin dans un hôpital public pour aller soigner ensuite chez son concurrent l'après-midi. Il n'est pas rare d'entendre un docteur dire à son patient « Je ne peux pas vous traiter ici car je n'ai pas le matériel nécessaire, venez plutôt me voir cet après-midi dans mon cabinet ». Ce genre de conflit d'intérêts s'est généralisé. L'un des plus gros mensonges officiels véhiculé par nos hommes politiques est que tous les Roumains sont couverts par notre système de santé. Ce n'est pas vrai. Il faudrait injecter au moins dix fois plus d'argent pour que cela soit le cas. C'est sur cette base malsaine qu'un système privé s'est fortement développé, profitant des carences et des manques.

« *Pour les hommes politiques corrompus, la santé est le domaine le plus rentable et le plus sûr afin de s'emparer de l'argent public* »

Quelles sont les caractéristiques de ce système de santé privé ?

Une grande partie de notre système de santé est privatisé. Je dirais plus de la moitié. La médecine de famille (médecine généraliste, ndlr), tout d'abord, est intégralement privée. Quant à l'ambulatoire (hospitalisation de courte durée, ndlr), il est assuré par les polycliniques, qui sont à 80% privées en Roumanie. Pour preuve, on en voit partout dans les grandes villes, ce sont des affaires très profitables. Enfin il y a les hôpitaux qui, par contre, restent en majorité publics. Mais déjà un quart d'entre eux sont aujourd'hui privés. Dans certains hôpitaux publics, des sections privées commencent à apparaître, comme par exemple à

Constanța ou Suceava. Le système de santé dans sa globalité est donc en pleine privatisation.

Est-ce une mauvaise chose, au fond ?

Cela dépend. Ce pourrait être une bonne chose si deux conditions étaient respectées. D'une part, il faudrait qu'il existe une frontière très claire entre les médecins qui travaillent dans le public et ceux qui travaillent dans le privé. D'autre part, que le marché des assurances maladies ne soit plus le monopole d'une seule caisse publique. Une concurrence entre les caisses de santé, que ce

soit sur le modèle hollandais où elles sont toutes privées ou sur le modèle allemand où elles sont régionales, améliorerait certainement la qualité des services. Mais si le système continue à se privatiser dans le contexte actuel, ce sera le désastre.

Pourquoi des réformes ne se mettent-elles pas en place ?

A l'heure actuelle, la santé est l'une des affaires les plus profitables du pays. Sur le site Hotnews.ro, nous avons réalisé une carte des intérêts dans ce domaine. Il en a résulté que plusieurs hommes politiques y pos-



sédaient des affaires fructueuses, des sociétés qui vendent du matériel médical aux cliniques privées, la palette est large. Il n'existe aucune frontière claire entre le public et le privé. Pour les hommes politiques corrompus, la santé est le domaine le plus rentable et le plus sûr afin de s'emparer de l'argent public.

Il n'y aurait donc rien de bon dans le système de santé public roumain ?

Si... Il est apparu un phénomène très intéressant ces dernières années.

Des médecins partis il y a dix ou quinze ans en Europe de l'ouest ou aux Etats-Unis commencent à rentrer. Ils ne s'installent pas définitivement en Roumanie mais mènent des projets avec des universités et des grands hôpitaux afin de former de jeunes médecins chercheurs. Ainsi ils transmettent non seulement des standards de travail performants, mais aussi une mentalité occidentale, ce qui est primordial pour la jeune génération. Je pourrais également donner l'exemple de ces médecins qui n'attendent plus l'aide

de l'Etat pour prendre des initiatives. Dans un village de Transylvanie, par exemple, j'ai pu voir un dispensaire ultra moderne, comparable à ce que l'on trouve en France. La directrice, une femme dynamique, avait elle-même constitué un dossier pour obtenir des fonds européens. Les ressources pour améliorer notre système de santé public existent donc. Tout n'est pas perdu.

Propos recueillis par Jonas Mercier.
Photo : Mihai Barbu

LE PARI DE L'EXPERIENCE

Le nouveau sélectionneur de l'équipe nationale de foot de Roumanie n'est pas un inconnu. Anghel Iordănescu (photo), 64 ans, qui a repris le flambeau après le départ de Victor Pițurcă, en est à son troisième mandat en tant que sélectionneur. Entre 1993 et 1998, il a notamment mené les tricolores jusqu'en quart de finale de la Coupe du monde 1994. Son second mandat s'étala de 2002 à 2004, cette fois-là sans succès particulier. Anghel Iordănescu n'a entraîné aucune équipe depuis huit ans, mais répond aujourd'hui à une situation d'urgence, avec en vue, l'Euro 2016. Dans la campagne de qualifications, les Roumains ont vaincu l'Irlande du nord 2 à 0 le 14 novembre à Bucarest, et se retrouvent premiers du groupe F. Mais M. Iordănescu se veut prudent : « *Il reste pas mal d'étapes à franchir, la Grèce et la Finlande notamment peuvent encore revenir.* » Le prochain match aura lieu le 29 mars 2015 contre les Iles Féroé à Ploiești. A noter que la Roumanie n'a plus participé à une compétition internationale depuis l'Euro 2000. Carmen Constantin. Photo : Mediafax



La chronique

D'ISABELLE WESSELINGH

UNE MAISON DE BRIQUES PREND FORME

Aurait-on imaginé, 25 ans après la chute du dictateur Nicolae Ceaușescu, se réjouir de voir des centaines de personnes faisant la queue durant des heures dans des files longues de centaines de mètres ? En 1989, on attendait en Roumanie pour trouver une boîte de conserve, des œufs, quelque chose à se mettre sous la dent. La queue signe tangible d'une situation désespérante. Un quart de siècle plus tard, cet hiver, les Roumains attendaient dans les rues de Paris, Londres ou Munich pour voter et exercer ce droit essentiel de choisir qui vous représente. La queue devenue signe d'espoir. Impossible de ne pas être impressionné par la patience et la détermination de ces Roumains prêts à rester debout jusqu'à dix heures, dans des conditions météo hivernales, pour mettre un bulletin dans l'urne malgré une organisation contestable. Une belle leçon de démocratie et de responsabilité y compris pour les Européens de l'Ouest qui n'ont parfois plus la patience de consacrer quelques minutes à voter. Mais la détermination et l'énergie de la diaspora ne doivent pas faire oublier le fourmillement qui agite la



société en Roumanie depuis quelques années, de Cluj à Bucarest en passant par Saschiz ou Araci. On disait les Roumains résignés, adeptes du « *așa e viața* » (ainsi va la vie), mais ce sont des centaines de personnes, souvent âgées de 18 à 40 ans, qui ont rejeté cette petite phrase, à leur niveau, dans l'anonymat, sans succès garanti mais avec la conviction chevillée au corps que chacun peut changer quelque chose.

Je repense à un reportage en 2009 à la Fabrique de pinceaux à Cluj, centre culturel monté sur une initiative privée, animée par des jeunes bouillonnant de projets, impliqués socialement, conscients de leurs droits et de la nécessité de lutter pour eux. Beaucoup en Roumanie les considéraient comme de doux idéalistes sans grande chance de succès. Puis les créateurs et animateurs de la Fabrique furent reconnus à l'étranger, en peinture, en

danse, en théâtre social et ils se mirent à attirer un public plus large, avide de débats. Il faut songer à Nicușor Dan, mathématicien novice en politique, ignoré des grands médias roumains, mais arrivé en troisième position aux élections municipales de Bucarest en 2012 grâce à une campagne menée par des bénévoles férus de démocratie. Il y eut aussi ces manifestations inédites dans la Roumanie post-communiste pour lutter contre un projet de mine d'or. Soir après soir, les rues de Bucarest étaient remplies d'étudiants, de cyclistes, de jeunes couples avec enfants non pas pour réclamer une augmentation de salaire mais pour défendre un principe de l'état de droit et leur idée d'un environnement sain, souligne le sociologue Mircea Kivu.

« *L'épisode Roșia Montană a montré qu'on pouvait changer quelque chose. La loi contestée a finalement été abandonnée. Si je regarde les dernières années, j'ai l'impression de voir des briques qui s'assemblent petit à petit pour créer quelque chose de différent dans la société* », me dit une amie manager culturel à Cluj. Avec une différence de taille par rapport à l'enthousiasme souvent naïf de l'après 1989 : l'idée que les miracles n'existent pas contrairement aux déceptions. « *C'est une course longue où il faut apprendre à doser son enthousiasme. Il faut se dire que le changement n'ira pas vite et surtout ne pas abandonner* », m'écrit Andreea Popa, une amie traductrice. Après la chute de la dictature, beaucoup de Roumains imaginaient que surgirait d'un coup de baguette magique, toute prête à les accueillir, une nouvelle maison démocrate, chatoyante et merveilleuse. Ce fut un château de sable, éphémère dont ils se sentirent exclus. Depuis, ils ont entrepris de construire la maison eux-mêmes, lentement mais solidement. Elle prend forme.

Isabelle Wesselingh, journaliste à l'Agence France-Presse.
Photo : Mediafax

Procès Vişinescu : UN EX-PRISONNIER POLITIQUE TEMOIGNE DE L’HORREUR AU QUOTIDIEN

La neige qui tombe dans des cellules glacées, la faim qui tiraille le ventre, un isolement complet que les détenus essayaient de rompre en toussant ou en prenant le risque de taper un signe en morse contre le mur : Valentin Cristea, dernier prisonnier politique encore en vie du pénitencier de Râmnicu Sărat, un des plus sinistres de l’époque communiste, a livré un témoignage glaçant sur son calvaire lors du procès de l’ancien commandant de la prison, Alexandru Vişinescu (photo). Ouvert en septembre, ce procès est le premier en Roumanie d’un ancien geôlier de l’époque communiste. Alexandru Vişinescu, 89 ans, risque la prison jusqu’à la fin de ses jours. L’ancien commandant qui a promis de faire une déclaration devant le tribunal pour s’expliquer, à une date non précisée, nie toutefois toute responsabilité dans les crimes en affirmant qu’il n’a fait qu’appliquer des ordres du régime. Une ligne de défense qui n’est pas sans faille : Valentin Cristea et la femme d’un autre prisonnier de Râmnicu Sărat, mort depuis, ont ainsi estimé que même si les ordres venaient de plus haut, Vişinescu avait une latitude pour les interpréter et les appliquer. Le procureur l’accuse d’être allé au-delà des ordres en refusant toute aide médicale. La jurisprudence internationale en matière de crimes contre l’humanité – accusation retenue contre Vişinescu – montre également qu’un chef de prison ou garde peut être jugé coupable s’il appliquait des mesures dont il savait pertinemment qu’elles constituaient un acte criminel et une atteinte à la dignité humaine. Plusieurs gardiens de camps de détention en Bosnie, durant la guerre qui déchira ce pays entre 1992 et 1995, ont ainsi été condamnés par le Tribunal pénal international pour l’ex-Yougoslavie à La Haye.

Le procès devrait se poursuivre jusqu’à l’année prochaine au rythme d’une à deux audiences par mois. Les procès d’anciens tortionnaires des régimes communistes demeurent rares en Europe de l’Est. Isabelle Wesselingh. Photo : Mediafax



Points santé

Le dernier rapport de la Commission européenne sur la santé en Europe, sorti début décembre, dénote de nombreux paradoxes en Roumanie. Les indicateurs généraux varient du très mauvais au bon. Ce rapport, dénommé « Health at a glance », inclut au total 35 pays, dont les Etats membres de l’Union ainsi que certains pays candidats à l’adhésion. La Roumanie demeure le pays avec le moins d’investigations et de procédures avancées offertes aux patients. Dans le même temps, les dépenses en médicaments enregistrent la plus forte hausse au niveau européen de ces quinze dernières années. Celles-ci représentent 30% du total des dépenses de santé des Roumains. Dans le même temps, l’espérance de vie, de 74,5 ans aujourd’hui, n’est plus la lanterne rouge en Europe puisque trois pays sont au-dessous. Fait notable, en matière de diabète, la Roumanie a de très bons résultats, le pays possède le plus faible nombre de diabétiques, avec 1 sur 100 000 habitants. Et compte en outre le moins d’obèses de toute l’Europe. La mortalité infantile, par contre, représente encore un triste record pour la Roumanie, plus du double par rapport à la moyenne européenne, soit 9 décès sur 1 000 naissances. Enfin, seule la Pologne compte moins de médecins que la Roumanie (2,5 pour 1 000 habitants) au niveau européen. Source : B.R., Lepetitjournal.com/bucarest. Photo : Mediafax

RECTIFICATIF

Le Salon SHS prévu au CERE-FREA le 21 et 22 novembre n’a pu avoir lieu (communiqué page 66 du précédent numéro de *Regard*). Ce salon sera reconduit au premier semestre 2015 (la date sera précisée ultérieurement sur le site de l’Institut français de Roumanie).



20 ans d’expérience en Roumanie

Notre cabinet, implanté en Roumanie depuis 1994, propose aux investisseurs internationaux et aux entreprises roumaines des services d’accompagnement dans leurs décisions stratégiques ainsi que dans celles de gestion courante. Nos collaborateurs ont une très bonne connaissance de l’environnement comptable, fiscal et législatif roumain, mais aussi des normes internationales en la matière. La taille de notre cabinet nous permet d’être des professionnels de niveau européen, tout en étant proches des besoins spécifiques de chaque client. Après 20 ans d’expérience, nous fournissons à nos clients une signature indépendante, reconnue et appréciée en Roumanie.

Nos services:

- Audit/Commissariat aux comptes: identifier les risques, comprendre la stratégie du client
- Conseil fiscal: comprendre et mettre en place des solutions fiables
- Expertise comptable: permettre aux gérants d’entreprise d’optimiser leurs décisions de gestion courante de l’entreprise
- Gestion de la paye

Contact:

JW Marriott Grand Offices
Calea 13 Septembrie 90, Tronçon 1, étage 6
Secteur 5, Bucarest – 050726
Tel: (40) 21 403 37 00
Fax: (40) 21 403 37 01
E-mail: office@fidex.ro; fidex@fidex.ro; www.fidex.ro



En plein cœur

Après le grand reportage sur le delta du Danube publié en juillet dernier, j'ai demandé une nouvelle fois au photographe Mihai Barbu de partir à la découverte d'une région de Roumanie. Sans angle particulier, avec pour seule indication de prendre les images qu'il avait envie de prendre, en toute liberté.

Ensemble nous avons donc décidé que la saison était idéale pour aller au cœur du pays, du côté du village de Viscri. Avec plus de vingt pages à sa disposition, Mihai avait l'espace suffisant pour capter l'atmosphère de cette région, au-delà des clichés et des guides touristiques.

Les images parlent souvent d'elles-mêmes, mais parfois il est nécessaire de les expliquer, ou plutôt de les compléter. Un travail réalisé par le journaliste Benjamin Ribout qui s'est notamment entretenu avec des experts de la zone. L.C.



Le village de Viscri se trouve au nord du département de Braşov, non loin de Sighişoara, dans le centre du pays. C'est l'un des villages saxons les plus connus. En allemand et en hongrois, Viscri signifie « église blanche », en référence à sa splendide église fortifiée inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO et qui fait la renommée du village. Cinq autres églises des alentours complètent la richesse architecturale et culturelle de la région.

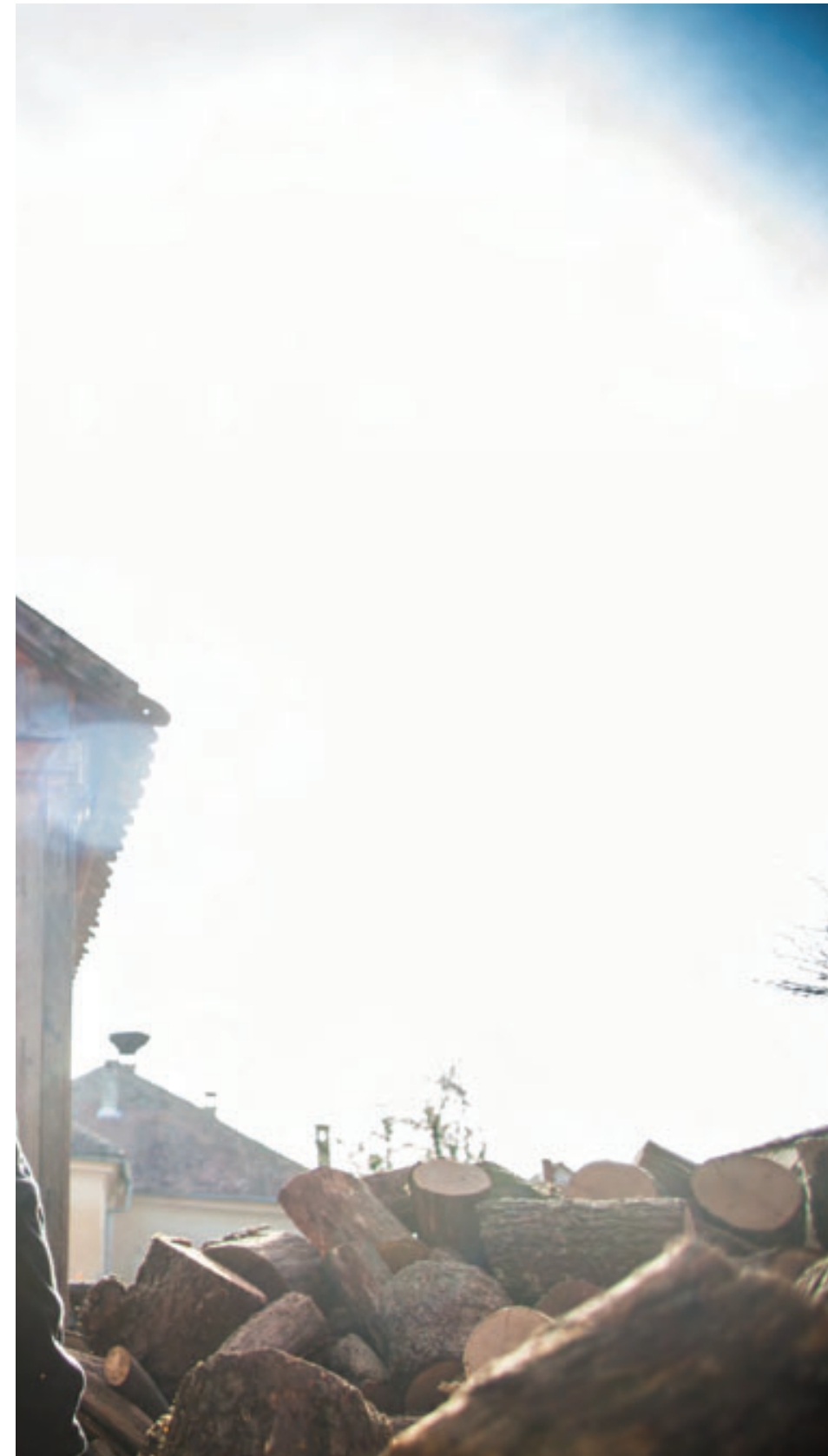




A LA UNE

Les colons saxons ont construit des villages rectilignes, inchangés en terme d'esthétique et de taille depuis des siècles. Chaque maison possède quasiment la même surface de terre. Le modèle est identique dans toute la région : un mur haut accolé à la maison et une porte imposante afin de permettre le passage des charrettes portant le foin. A l'intérieur, une cour pavée de pierres issues de la rivière du coin avec, des deux côtés, les habitations. Au fond de la cour, le dépôt pour le foin. Les Saxons, comme les Roumains, avaient une cuisine d'été et une autre d'hiver, des étables, porcheries et potagers ainsi que des vergers.





Viscri bénéficie d'un calme champêtre, à l'écart des grands axes de communication transylvain. Le village a été peuplé à partir du 12ème siècle par les Sicules – groupe ethnique liés aux Magyars –, puis par des Saxons au 13ème siècle, quand il prendra son essor. Appelés par les voïvodes transylvains hongrois pour garder les frontières, ces pionniers originaires du Luxembourg et de Moselle ont peu à peu prospéré recevant terres, droits et autonomie. *« C'est pourquoi Viscri est toujours un village comportant une population mixte »*, explique László Fosztó, sociologue de l'Institut national pour l'étude des minorités nationales. Mais ces Saxons ont peu à peu émigré dès la chute du communisme. *« Alors qu'ils étaient 380 dans le village en 1977 sur un total de 689 habitants, seuls 66 sur 420 y vivaient en 1992 »*, poursuit László Fosztó. Lors du dernier recensement de 2012, les Saxons n'étaient plus que 17, et majoritairement âgés.

La population totale s'est toutefois maintenue ces vingt dernières années puisque le village comptait encore 422 habitants, toujours en 2012. *« Certains Saxons partis en Allemagne sont récemment revenus. Il y a aussi une famille d'Allemands n'ayant aucun lien avec la région qui a choisi de vivre ici »*, souligne Andrea Bettina Rost du Trust Mihai Eminescu. *« Il y a aujourd'hui 17 Magyars, et les Roumains sont toujours majoritaires, avec 270 personnes, suivis des Roms qui sont désormais les deuxièmes plus nombreux, avec 101 individus »*, conclut László Fosztó. Pour Andrea Bettina Rost, *« il s'agit là de chiffres officiels. En réalité, les Roms sont beaucoup plus nombreux vu que parfois certains préfèrent plutôt se déclarer roumains »*.

Relativement isolé et sans réelles perspectives de développement économique, le village a naturellement emprunté la voie de l'écotourisme. Situé au milieu d'une superbe vallée, Viscri est l'endroit idéal pour partir à la découverte d'autres villages saxons emblématiques, Meşendorf, Roadeş, Saschiz ou Cloaşterf, entre autres. C'est le Trust Mihai Eminescu qui, dès la fin du régime de Nicolae Ceauşescu, s'est mobilisé pour sauver le patrimoine architectural et culturel des villages saxons. Le Trust, soutenu par le prince Charles, est notamment à l'origine de la restauration de l'église de Viscri ainsi que d'une cinquantaine de façades et bâtiments.

Une étude européenne récente sur le tourisme rural dans la région dresse le bilan suivant : « Il existe un paradoxe évident entre la forte renommée internationale des lieux et le faible développement de la zone. Seulement quelques pensions, quasiment pas de restaurants ou d'espaces d'agrément. En somme, un tourisme très restreint pour des gens attirés par la quiétude de l'endroit et la nature environnante. Viscri est particulièrement réputé pour sa flore, Saschiz pour ses traditions locales. Mais cela ne peut constituer une source de revenus suffisants pour les locaux. Dans le même temps, un tourisme de masse altérerait le charme de la région. »





Le village d'Apold se trouve au nord-ouest de Viscri, dans le département de Mureș. Là encore, le cœur du village est son église fortifiée construite au 13ème siècle. A Apold, comme dans de nombreux villages de la région, le Trust Mihai Eminescu a mené des formations auprès des locaux pour les inciter à entretenir leur patrimoine. L'organisation a effectué plus de 1 100 projets de restauration dans 29 villages et villes, tout en essayant de revitaliser les métiers traditionnels comme le travail des métaux, la sculpture ou la maçonnerie. A noter par ailleurs le succès du jus de pomme bio de Mălâncrav, autre village des alentours.

agende • calendare • cărți • albume • pliante • postere

B-dul Metalurgiei 73-75, 041832, București, România
Tel: +40 (0) 21 306 61 00; Fax: +40 (0) 21 306 61 01

e-mail: comercial@artagrafica.ro
www.artagrafica.eu

A LA UNE

Villageois dans son atelier à Viscri, où il fabrique des fers à cheval, des verrous pour les fenêtres et les portes, des clous, tous les matériaux à base de fer pour les activités fermières ou la restauration des maisons.



A LA UNE



L'église a toujours constitué le centre spirituel et défensif de chacun des villages de la région. Ici, celle de Viscri. Dans le cas d'attaques – les Mongols, pour ne citer qu'eux, sont passés par là – les villageois se retiraient dans l'enceinte de l'église avec leurs animaux. S'y trouvaient notamment un puits et des aliments dans des dépôts leur assurant protection et garantie de survie durant le siège. Chaque famille possédait ainsi du jambon et du lard au frais dans un garde-manger aménagé dans les murs mêmes de l'église. Aujourd'hui, si la communauté saxonne du village s'est considérablement réduite, c'est toujours un membre de celle-ci qui assure les visites du lieu ainsi que son entretien, en l'occurrence une vieille dame de 80 ans.

La messe n'y est plus célébrée qu'une fois toutes les trois semaines par manque de moyens et à cause du déclin de la communauté. La bâtisse est située sur la colline principale, au centre du village. Les Saxons, majoritairement catholiques au moment de leur arrivée dans la région, sont devenus luthériens après la Réforme.

A LA UNE

Ces dernières années, le tricotage de grosses chaussettes en laine est devenu une activité importante à Viscri. Outre les chaussettes, on y fait aussi des chaussons ou des vêtements pour enfants. L'association à l'initiative de ce projet se dénomme « Viscri începe » (Viscriste démarre).



A LA UNE

En Transylvanie, et en Roumanie en général, on trouve encore de nombreux bergers. Les foyers possèdent généralement deux à trois vaches et une dizaine de moutons. C'est parfois là la seule source de revenus – production de lait, fromage et viande. Chaque printemps, les bergers sont désignés en fonction de leur réputation pour prendre soin des bêtes.





Benjamin Ribout
Photos : Mihai Barbu

Solutions pour la gestion de l'eau pluviale

Béton décoratif, en diverses textures et nuances

Béton auto compactant, ZERO vibration!

Offre intégrée Lafarge

Avec une gamme complexe de produits et services pour la réalisation de grands travaux d'infrastructure, **Lafarge offre aux constructeurs une solution intégrée** qui génère d'importantes économies de temps et de coûts.

La Roumanie perd environ 40 milliards d'euros par an du fait de l'évasion fiscale et de l'économie souterraine, soit près de 30% de son produit intérieur brut (PIB). Un manque à gagner très néfaste pour le pays qui lutte tant bien que mal contre ce fléau.

Dans les profondeurs du TROU FISCAL

« **L'ÉVASION FISCALE A PROGRESSE** ces dernières années. Cela représente un risque pour la sécurité nationale, car sacrifier notamment la santé et l'éducation d'un peuple signifie sacrifier son avenir », souligne l'économiste Ionuț Dumitru, président du Conseil fiscal. En Roumanie, les taxes et impôts collectés en une année représentent environ 32,7% du PIB, contre 45% en Allemagne. Cela ne veut pas dire que la taxation est plus élevée en Allemagne, mais simplement que son système de collecte est beaucoup plus performant.

« L'écart qui nous sépare de la moyenne européenne en termes de pourcentage des recettes publiques dans le PIB est énorme. Comment voulez-vous dans ces conditions avoir des services sociaux de qualité, un système d'éducation ou de santé comparable à celui des pays de l'Ouest ? », poursuit l'économiste. Selon les analystes, corruption, bureaucratie et incapacité des autorités fiscales à mieux collecter taxes et impôts expliquent cette mauvaise performance. « La motivation du contribuable pour payer ses taxes est très limitée, car ce qu'il reçoit en échange est insuffisant », ajoute M. Dumitru, qui appelle à une réforme du système fiscal visant une plus grande transparence des dépenses publiques afin d'encourager les

contribuables à se conformer à leurs obligations.

Ramona Jurubița, responsable de la taxation au sein de KPMG Roumanie, estime que les autorités insistent beaucoup sur les sanctions pour lutter contre l'évasion alors qu'elles devraient penser davantage aux stimulants. « Des pays comme la Slovaquie ou le Portugal ont appliqué une mesure très intéressante, à savoir une loterie fiscale qui permet aux gens de gagner des prix sur la base de leurs revenus fiscaux », a-t-elle récemment déclaré lors d'une conférence organisée par le quotidien économique Ziarul Financiar.

« **L'évasion fiscale détruit le marché, la concurrence loyale. Souvent, ceux qui sont honnêtes et paient leurs impôts sont évincés du marché**

Pour le gouverneur de la Banque nationale, Mugur Isărescu, la lutte contre l'évasion fiscale représente une question non seulement de justice et de moralité, mais aussi d'application des lois de la concurrence. « L'évasion fiscale détruit le marché, la concurrence loyale. Souvent, ceux qui

sont honnêtes et paient leurs impôts sont évincés du marché », a-t-il expliqué le 6 novembre dernier. Position partagée par Gabriel Mateescu, le patron d'une petite fabrique de meubles à Bucarest. « Personne ne peut concurrencer une société qui ne paie pas d'impôts, ses prix sont imbattables », dit-il.

Enrayer ce fléau représente un défi de taille pour les autorités qui ont créé au sein du fisc une direction générale anti-fraude (DGAF) chargée de lutter contre les réseaux criminels, souvent transfrontaliers et prospérant grâce aux fraudes fiscales. En 2014, les inspecteurs du fisc ont découvert que les principaux grands distributeurs présents en Roumanie étaient approvisionnés en fruits et légumes par un réseau qui ne payait pas de TVA. L'évasion sur un an s'est élevée à 24 millions d'euros. Le réseau était formé d'une trentaine de ressortissants turcs, jordaniens et roumains, dont 12 ont été arrêtés. Parmi les suspects figure même une inspectrice du fisc. Ils sont accusés d'avoir fondé 58 sociétés fantômes pour échapper au paiement de la TVA après avoir livré des marchandises pour 100 millions d'euros.

Un autre cas récent faisant l'objet d'une enquête de la DGAF vise 22 ressortissants roumains et chinois

qui ont mis en place une chaîne frauduleuse de 15 sociétés effectuant des transactions successives en omettant de déclarer et de virer la TVA. La perte fiscale s'est élevée à 12 millions d'euros, selon le vice-président de la DGAF, Romeo Nicolae. Un rapport de la Commission européenne indique que le système déficient de collecte de la TVA a, à lui seul, privé le budget du pays de 8,8 milliards d'euros en 2012, un record pour un membre de l'UE. Selon M. Dumitru, 48% à peine de la TVA due est effectivement reversée au budget de l'Etat.

Par ailleurs, les méthodes des fraudeurs sont de plus en plus sophisti-

quée, indique le Parquet chargé de la lutte contre le crime organisé et le terrorisme (DIICOT). « Ces dernières années, nous assistons à une diversification des pratiques d'évasion », indique le DIICOT, citant entre autres « la création de sociétés fantômes, la mise en place de bénéficiaires fictifs, ce qui rend impossible l'identification des véritables destinataires des marchandises, la rédaction de documents douaniers qui mentent sur la valeur

réelle des biens importés, ou encore la double comptabilité ». En 2013, 2 525 personnes ont fait l'objet d'enquêtes du DIICOT, et 650 ont été inculpées. Le nombre de dossiers a progressé de 1 512 en 2012 à 1 836 l'année dernière, tandis que des fraudes fiscales estimées à plus de 200 millions d'euros ont été constatées. L'ancien chef du fisc, Sorin Blejnar, est lui-même entré dans le collimateur des enquêteurs en juillet dernier, qui l'ont renvoyé en justice dans deux dossiers d'évasion fiscale. Il est accusé d'avoir appuyé l'activité de deux réseaux spécialisés dans des opérations frauduleuses liées à la vente de produits pétroliers. Le préjudice total

continuera à travailler aussi longtemps qu'elle le pourra pour pouvoir aider sa famille à joindre les deux bouts. Selon le Conseil fiscal, 1,45 million de personnes travaillaient au noir en Roumanie en 2012, soit 23% du total des salariés. Le bâtiment figure parmi les secteurs les plus touchés : 60% des ouvriers ne sont pas déclarés, précise le président du Conseil fiscal.

Alors que les promesses d'enrayer l'évasion tardent à se matérialiser, Bucarest a obtenu auprès de la Banque mondiale un prêt de 70 millions d'euros destiné à améliorer la collecte des impôts et faciliter la tâche des contribuables, en dotant



Le 24 septembre dernier à Timișoara, des agents du Service des actions spéciales et des policiers arrivent en pleine nuit au siège d'une société suspectée de faire partie d'un réseau de fraude fiscale ayant entraîné un préjudice de 34 millions de lei (environ 7,6 millions d'euros) au budget de l'Etat.

dépasserait 60 millions d'euros. Mais la plupart des cas d'évasion ne sont pas aussi spectaculaires. Angela Stănescu, une couturière âgée de 58 ans, travaille pour un petit atelier du département d'Argeș. Elle est payée en liquide à la fin du mois, selon le nombre de commandes qu'elle a eues, sans être déclarée. Alors qu'elle ne bénéficiera pas de retraite, cette mère de deux enfants dit qu'elle

notamment le fisc d'un système informatisé intégré. L'accord signé en 2013 s'étalera sur cinq ans. Mais en attendant qu'il se matérialise, les files d'attente devant les guichets de l'Administration fiscale sont toujours aussi longues, et les démarches pour payer la moindre taxe toujours aussi compliquées.

Mihaela Rodină
Photo : Mediafax

Mieux couverts

Certes la Roumanie part de loin, mais elle compte parmi les pays européens les plus avancés dans la mise en œuvre de la stratégie de rénovation énergétique des bâtiments, selon un rapport publié le 4 novembre dernier par l'Institut européen pour la performance dans le bâtiment (Buildings Performance Institute Europe – BPIE). Cet institut a examiné dix pays de l'UE (France, Allemagne, Royaume-Uni, Espagne, Pays-Bas, Danemark, Belgique, République tchèque, Autriche et Roumanie) pour voir s'ils respectaient l'article 4 de la Directive pour l'efficacité énergétique de la Commission européenne, directive élaborée à partir du constat que les bâtiments consomment 40% de l'énergie totale utilisée au sein de l'Union. Seuls le Royaume-Uni, l'Espagne et la Roumanie, qui ont mis en œuvre à hauteur de 72% cette politique d'efficacité énergétique, ont fait des progrès jugés « acceptables », affirme le BPIE. La France, avec 64%, et l'Allemagne (56%) sont à la traîne, tandis que l'Autriche est la plus mauvaise élève, avec un pourcentage de 28% seulement. Răsvan Roceanu. Photo : Mediafax

Vue arienne de la ville de Sibiu.



Faibles croissances en vue

Dans ses estimations publiées en novembre dernier, la Commission européenne a réduit la prévision de croissance du produit intérieur brut (PIB) de la Roumanie en 2015 à + 2,4%, par rapport aux 2,6% prévus au mois de mai. Principale raison : la baisse des investissements, tant privés que publics. Bruxelles n'est pas non plus très enthousiaste concernant la plupart des économies européennes en 2015 : la zone euro ne devrait croître que de + 1,1%, au lieu de 1,7% estimé au mois de mai, et le PIB de l'UE dans son ensemble n'augmentera que de + 1,5%, par rapport à la prévision antérieure de + 2%. Avec une baisse estimée en 2015 de seulement - 0,2%, la Roumanie fait cependant mieux que d'autres pays plus avancés, tels la France (de + 1,5% à + 0,7%), l'Allemagne (de + 2% à + 1,1%), ou l'Autriche (de + 1,8% à + 1,2%), toujours selon les estimations de la Commission de novembre par rapport à mai. Bruxelles est plus optimiste pour la République tchèque, avec une prévision de croissance revue à la hausse de + 0,3% (de + 2,4% à + 2,7%), la Hongrie avec + 0,4% (de + 2,1% à + 2,5%), et le Royaume-Uni, avec une prévision revue à la hausse de + 0,2% (de + 2,5% à + 2,7%). Răsvan Roceanu

L'AUTRE côté

Alors qu'aux Etats-Unis et en Europe occidentale les monnaies électroniques, virtuelles ou encore dénommées « crypto-monnaies » oscillent entre vif intérêt et craintes (voir encadrés), en Roumanie le phénomène en est à ses balbutiements. Entretien avec Horia Coheci, un programmeur qui a mis sur pied le premier crypto-fonds d'investissement.

Regard : Depuis combien de temps connaît-on les crypto-monnaies en Roumanie ?

Horia Coheci : Cela fait environ trois ans qu'on en parle. Il s'agit surtout d'une préoccupation de jeunes, en particulier de ceux qui s'intéressent aux innovations de tout type. Le *bitcoin* par exemple (la monnaie virtuelle la plus connue, ndlr), est devenu très populaire suite aux fortes fluctuations de sa valeur. A ses débuts – en 2009, 2010, ndlr –, en quelques mois, il est passé de 30 centimes à 10

dollars, puis de 30 dollars à 100 dollars et ainsi de suite. Mais le *bitcoin* est surtout devenu célèbre quand il a atteint sa valeur maximale de plus de 1 000 dollars en 2013, dépassant l'once d'or. Depuis, il s'est stabilisé mais reste très élevé. Début décembre par exemple, un *bitcoin* valait un peu plus de 300 euros.

Comment définiriez-vous le *bitcoin* ?

C'est tout simplement un autre moyen de paiement qui permet l'achat de produits sans coût de

transaction, indépendamment d'un émetteur central. Le *bitcoin* est une monnaie qui fonctionne grâce à un réseau d'utilisateurs via Internet. A l'heure actuelle, plus de dix millions de *bitcoins* sont en circulation. Le nombre maximum de *bitcoins* qui peuvent être mis en circulation est d'environ 21 millions, ce chiffre sera atteint dans les années à venir. Actuellement, il y en a déjà 12,5 millions.

Qui produit les *bitcoins* ?

NOTRE SAVOIR-FAIRE
EST DE PROTÉGER
VOTRE INVESTISSEMENT !

DROIT DES SOCIÉTÉS
INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS
DROIT DE LA CONCURRENCE
LITIGES ET ARBITRAGES
DROIT IMMOBILIER
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
DROIT COMMERCIAL
FUSIONS – ACQUISITIONS
DROIT SOCIAL

ROMANIA Blvd. Henri Bolev nr. 28
secl. 3 030237, Bucarest
bucarest@gruiadufaut.com

FRANCE 6 Avenue George V
75008 Paris
paris@gruiadufaut.com

De Cabinet
GRUIA DUFALT
vous souhaite
de Joyeuses Fêtes
et une
Excellente Année
2015 !

GRUIA DUFALT
CERTIFICATS - PARIS & BUCAREST

A child wearing a brown winter hat and goggles is sitting in a wooden cart with a large propeller. The cart is on wheels and appears to be a toy or a small vehicle. The background is a snowy, outdoor setting.

www.gruiadufaut.com

Des logiciels complexes qui identifient chaque *bitcoin* depuis sa création, et suivent son parcours. Le *bitcoin*, comme les autres monnaies virtuelles – il en existe autour de 300, ndlr –, peut être acheté en ligne selon sa valeur du jour. Pour cela, il faut simplement créer un compte et un portefeuille électronique. La valeur du *bitcoin* naît du consensus de cette communauté d'utilisateurs, comme sur n'importe quel marché libre.

Il existe depuis peu un distributeur de *bitcoins* à Bucarest...

Oui, il se trouve près de Piața Unirii et joue surtout un rôle démonstratif. Mais on peut y virer une certaine somme de *bitcoins* et retirer des lei, selon le taux de change du jour. En Ecosse, il y a tout un réseau de distributeurs automatiques de *bitcoins*. Et aux Etats-Unis, via notamment la société Coinbase, la plus populaire des plateformes d'échange de *bitcoins*, des personnes sont même rémunérées dans cette monnaie.

Depuis un an, vous avez créé un fonds d'investissements en crypto-monnaie. De quoi s'agit-il ?

D'investir dans des crypto-monnaies. Nous sommes une équipe de cinq consultants et nous proposons des crypto-tickets de différentes valeurs et de différentes durées. A la fin d'un contrat, nous proposons un rendement de 20%. Mais à partir de l'année prochaine, ce taux sera revu à la baisse à cause des fluctuations importantes de ce marché qui reste pour l'instant très volatile.

Combien de personnes ont jusqu'à présent investi dans ces crypto-tickets ?

Nous gérons pour l'instant une vingtaine d'investisseurs. Ce n'est pas beaucoup parce qu'il est difficile d'avoir confiance en quelque chose qui n'est pas reconnu ni réglementé en Roumanie. Il n'y a aucun moyen de contrôle. Mis à part les investis-

sements dans des crypto-monnaies, nous utilisons également les crypto-tickets pour des investissements réels, comme cette plantation de noyers sur deux hectares que nous avons récemment acquise. Au bout de quatre ans, nous pourrions garantir aux investisseurs un retour sur l'investissement disponible soit en lei, soit en crypto-monnaie. En parallèle, nous essayons de faire un travail de communication, car moins de 1% des Roumains connaissent les crypto-monnaies. Nous sommes en train de mettre en place sur notre site (www.cryptocoins.ro, ndlr) un blog afin de répondre aux questions des personnes intéressées. Une rubrique actualités internationales est déjà en ligne.

Quel avenir attend les crypto-monnaies ?

Je pense que d'ici dix ans, ce qui aujourd'hui apparaît comme un caprice deviendra monnaie courante, c'est le cas de le dire. Nous sommes un peu dans la même situation que ces jeunes passionnés qui tiraient des fils pour brancher leur quartier à Internet dans les années 1990. Ils apprenaient sur le tas, sans se rendre compte du boom qui allait suivre. Ces jeunes-là sont aujourd'hui les directeurs et les spécialistes des deux premiers fournisseurs d'accès Internet en Roumanie.

Propos recueillis par Mihaela Cărbunaru.

L'origine du *bitcoin*

Le *bitcoin* est une devise virtuelle qui a été créée en 2009 par un développeur non identifié utilisant le pseudonyme de Satoshi Nakamoto. A son lancement, il ne valait que quelques centimes de dollar. Deux ans après, il atteignait la parité avec la devise américaine. Puis, le 29 novembre 2013, la valeur à laquelle s'échangeait un *bitcoin* dépassait symboliquement le cours d'une once d'or. Le maximum historique atteint par cette devise virtuelle face au dollar américain est de 1 163 dollars.

Le *bitcoin* et la BNR

Selon la Banque nationale de Roumanie (BNR), les monnaies électroniques et notamment le *bitcoin* ne sont pas considérées comme des devises à part entière et ne peuvent donc pas être utilisées sur le marché financier. La BNR précise par ailleurs que sur le territoire roumain, le paiement des biens et des services peut s'effectuer uniquement en lei, la monnaie nationale. Il existe pourtant quelques restaurants ou des sites Internet où l'on peut payer avec des *bitcoins*. Et récemment, le magasin d'équipements photos en ligne F64 (www.f64.ro) a introduit le *bitcoin* comme moyen de paiement.

Une panacée ?

eBay, le géant mondial du e-commerce, a annoncé cet automne qu'il autorisera dans quelques mois le paiement en *bitcoins* sur son site. Une référence de taille pour cette monnaie virtuelle. Le service de paiement sécurisé d'eBay, PayPal, deuxième réseau de paiement en ligne au monde, devrait donc accepter les transactions en *bitcoins* de la part de plus de 150 millions d'utilisateurs d'eBay. Mais les *bitcoins* ne sont pas exempts de controverses. D'aucuns critiquent l'anonymat des transactions et des possibilités ainsi offertes aux opérations illicites. En février dernier, MtGox, l'une des plus anciennes plateformes d'échanges de *bitcoins*, a dû fermer suite à des suspicions de détournement.

De nombreuses localités roumaines rencontrent depuis plusieurs années des difficultés financières sans précédent. A l'image de Detroit aux Etats-Unis, engloutie dans sa dette, quatre mairies ont été déclarées insolvables. C'est le cas de la commune de Nalbant, dans le département de Tulcea, dont la dette s'élève à neuf millions d'euros.

SUR LA PORTE DE LA MAIRIE de Nalbant, un écriteau annonce à tous le drame qui se joue dans cette commune de 2 600 habitants : « Mairie insolvable ». Depuis le 31 janvier, l'administration locale de Nalbant est officiellement en procédure d'insolvabilité. Mais elle est loin d'être la seule dans ce cas (voir encadré). Une

PAS DE FETE *au village*

ordonnance d'urgence de mai 2013 oblige les administrations territoriales à se déclarer insolvable quand elles ont des retards de paiement de plus de 120 jours, et que ces derniers représentent au moins la moitié du budget annuel local. A Nalbant, la dette s'élève à 9 millions d'euros. « Cette somme représente 1000% de

notre budget annuel, soupire Ion Nicolae, le maire social-démocrate. (...) Nous avons calculé, il nous faudra 53 ans pour la rembourser... ».

Mais selon la procédure, la mairie a seulement trois ans pour acquitter sa dette. De quoi se faire des cheveux blancs... « J'ai quarante-deux ans,



mais depuis que j'administre Nalbant, j'ai vieilli de dix ans... », confie Ion Nicolae, lui qui n'est en rien responsable de cette dette. Car l'affaire remonte à deux mandats avant lui. En 2009, une société s'est retournée contre la mairie pour non respect d'un contrat signé en 2004 concernant l'exploitation d'une carrière de calcaire. Les juges ont condamné la mairie à dédommager l'entreprise de précisément 9 millions d'euros.

UN VILLAGE EN TRISTE ETAT

Comme le prévoit la procédure, les comptes de la mairie sont désormais bloqués et administrés par un exécuteur judiciaire. Chaque centime compte. Les dépenses autorisées sont celles indispensables au fonctionnement de l'administration : salaires des seize fonctionnaires, charges, services de maintenance, etc... En revanche, le plan de redressement n'autorise ni investissements ni acquisitions, et cela met les habitants en colère. Dans le petit magasin de Trestenic – l'un des villages de Nalbant – Viorica Nicolae énumère avec fatalité ce qui fait cruellement défaut au village. « Nous n'avons pas l'eau courante, les routes sont en terre, et quand il neige, on ne peut même plus sortir du village. L'école a fermé cette année, et il n'y a pas de dispensaire. La seule chose que nous avons, c'est notre église rénovée. Le village n'a pas beaucoup changé en vingt-cinq ans, mais les choses ont empiré cette année car tout l'argent part dans la dette. »

A Trestenic, les villageois sont aussi endettés que la mairie. Au magasin de Viorica qui fait également office de bar, on achète tout à crédit, même les bières. Lorsque la porte s'ouvre et que la sonnerie retentit, Viorica sort inlassablement son petit cahier couvert de chiffres et de noms. « Mes clients me remboursent quand ils reçoivent leurs allocations, leurs retraites ou leurs payes de journalier. Il n'y a pas de travail ici mais ce sont des gens honnêtes, assure cette femme de 43 ans. Je peux

difficilement faire autrement car j'ai pitié d'eux. » Et interroge : « Qu'est-ce que je fais si quelqu'un me demande du pain et qu'il n'a pas d'argent ? Je ne le sers pas ? ».

Le maire de Nalbant, lui, attend un

geste du gouvernement de Victor Ponta. Il dit avoir « tout essayé ». Ion Nicolae a même demandé une nouvelle expertise du montant des dédommagements, il s'est adressé au Conseil général de Tulcea et il a aussi porté plainte contre l'ancien maire qu'il juge

Quatre localités touchées

Depuis la publication de l'ordonnance d'urgence sur l'insolvabilité des administrations territoriales, quatre mairies risquent la faillite. Les causes varient selon les localités. En raison d'une mauvaise gestion, l'ancienne cité minière d'Aninoasa (département d'Hunedoara) a accumulé une dette importante auprès des fournisseurs d'énergie qui – avant qu'elle ne devienne insolvable en juin 2013 – lui coupaient régulièrement l'électricité ou le gaz. Ce qui n'est plus le cas maintenant, c'est l'un des avantages de la mise en place de la procédure. Deux autres communes, Ardeoani (département de Bacău) et Năruja (département de Vrancea), avaient quant à elles reçu des promesses de financement de la part du gouvernement pour des projets de développement – respectivement la rénovation d'une école et l'électrification du village. Mais à cause de la crise ou d'un changement de gouvernement, le remboursement des sommes dépensées pour ces projets n'a pas été effectué. La dette cumulée de ces trois localités s'élève à plus de dix millions de lei (environ 2,2 millions d'euros). Selon le ministère des Finances, en 2014, entre 40 et 60 communes auraient également demandé à bénéficier du statut d'insolvabilité.

Deux questions à Elena Tudose, directrice de l'Institut des politiques publiques de Bucarest.

Regard : 680 localités sur 3 300 ont des retards de paiement de plus de 90 jours. En quoi cela dénote-t-il des défauts du système administratif ?

Elena Tudose : Ces situations sont les conséquences du modèle budgétaire de la Roumanie. D'une part, le budget n'est pas construit sur des programmes durables et dans une perspective pluriannuelle. Si c'était le cas, on saurait par exemple que l'on a besoin de réhabiliter mille écoles sur cinq ans, et que même si le gouvernement change de bord, cela n'affecterait en rien le financement de ces projets. D'autre part, il existe une incapacité au niveau local à construire un budget efficace ; les mairies n'arrivent pas à subvenir à leurs besoins de base, comme payer les salaires ou les factures. D'un point de vue économique, 70% d'entre elles ne sont pas performantes, elles sont donc dépendantes du budget de l'Etat, ce qui accentue leur vulnérabilité financière.

Pourrait-on assister à une faillite telle que celle de Detroit aux Etats-Unis ?

Si Nalbant entre réellement en faillite, on ne pourra pas de toute façon supprimer d'un simple coup de stylo les contours administratifs de cette localité, dire qu'il n'existe plus de personne juridique responsable, et donc plus de dette. Je n'imagine pas qu'un scénario de type Detroit puisse avoir lieu en Roumanie. Je pense plutôt que l'Etat va essayer de trouver certains mécanismes exceptionnels par lesquels il pourra transférer de l'argent au budget local afin de recouvrir ces dettes, même si cela ne résoudra pas le problème de fond.

responsable. Jusqu'à maintenant, ses efforts sont restés vains. « Si dans deux ans nous n'avons pas redressé nos comptes, on sera techniquement en faillite, on devra alors vendre tous les biens et les terrains de la commune, morceau par morceau, et les villages seront répartis sur les communes des alentours, explique-t-il. Mais j'espère qu'on n'en arrivera pas là et que le gouvernement nous aidera comme il l'a fait pour d'autres localités. »

La générosité du gouvernement a cependant un prix et Ion Nicolae ne s'en cache pas. Affilié au Parti démocrate-

libéral (PDL) depuis presque dix ans, il a profité de l'ordonnance d'urgence d'avant l'élection présidentielle – celle qui autorisait sous trente jours les élus locaux à changer de bord politique – pour s'inscrire au Parti social-démocrate (PSD), en espérant que sa nouvelle couleur politique jouerait en sa faveur. Mais dans l'un des autres villages de la commune, celui de Nicolae Bălcescu, la migration politique de l'édile n'est pas passée inaperçue. Certains se disent dégoûtés, comme Valeriu, un ouvrier de 46 ans : « Je ne trouve pas ça correct du tout, l'argent alloué aux mairies ne devrait être

réparti en fonction de critères politiques du type "si tu es au PSD, je te donne des fonds, mais si tu es au PDL, je ne t'en donne pas". (...) C'est nous les citoyens qui avons élu le maire, il n'a pas été nommé par le gouvernement. »

En attendant, il reste encore un maigre espoir. Sous peu, la Haute cour de justice et de cassation de Bucarest se prononcera sur l'affaire et décidera si le ministère des Finances devra prendre en charge la dette à la place de la mairie.

Texte et photo : Julia Beurq

POUR QUE LE COURANT PASSE

Au moins 500 Mégawatts (MW) d'électricité produite par la centrale thermoélectrique de Hunedoara seront redirigés en priorité dans le système énergétique national d'ici 2017. C'est ce qu'a annoncé le gouvernement le 29 octobre dernier. Le but de cette décision est de maintenir un niveau minimum de sécurité pour le réseau national, vu l'augmentation du poids des énergies renouvelables dans la production totale. Selon l'exécutif, fin 2014, la capacité installée des centrales éoliennes et photovoltaïques totalisera 4 000 MW ; 2 500 autres MW devraient s'y ajouter dans le courant de l'année 2015. Mais le caractère intermittent des énergies renouvelables impose de conserver en état les sources classiques afin d'assurer l'équilibre et le fonctionnement sans discontinuité du réseau. Une décision qui devrait également assurer la survie des exploitations de houille de la vallée du Jiu considérées essentielles pour l'indépendance énergétique du pays. Răsvan Roceanu. Photo : Mediafax



La chronique

DE DAN POPA

POURQUOI LES LOIS FISCALES CHANGENT-ELLES AUTANT EN ROUMANIE ?

Sur les quatre dernières années, la Roumanie a effectué plus de 200 modifications des Codes fiscal et de Procédure fiscale, selon une étude du cabinet d'avocats Biriş Goran. Et sur la seule année 2014, plus de 100 décisions des diverses entités des autorités roumaines ont eu un impact sur la législation fiscale. Il s'agit d'un record, ces changements sont en moyenne dix fois moins nombreux dans les autres pays d'Europe de l'Est. *« On peut estimer qu'il y a deux grandes raisons à ces modifications incessantes : Premièrement, l'évolution naturelle de l'économie qui nécessite d'adapter la législation de façon régulière ; deuxièmement, le manque de vision et de stratégie de la part des autorités. Et si l'on regarde ce qui s'est passé sur les vingt-cinq dernières années, je dirais que malheureusement la deuxième raison prédomine »*, soutient Gabriel Sincu, l'un des directeurs de Ernst & Young Roumanie.

Dans un contexte d'après-crise, où la venue d'investisseurs étrangers peut faire la différence en termes de croissance économique, la Roumanie essaie toutefois d'améliorer ce système fiscal peu accueillant... *« Mais jusqu'à présent, les bonnes mesures prises par le ministère des Finances n'ont eu qu'un effet ponctuel, alors que les mauvaises ont affecté l'ensemble des contribuables. L'augmentation brutale de la TVA et l'introduction de nouvelles taxes pour le secteur de la construction n'ont pu être compensées par quelques arrangements positifs »*, assure Gabriel Biriş, fondateur du cabinet Biriş Goran.

Par ailleurs, une autre cause de ces changements fréquents de la législation fiscale est le décalage entre le mode de fonctionnement des fonctionnaires des Finances et l'évolution de l'économie réelle. *« Il y a un déficit d'expérience de la part des fonctionnaires du ministère des Finances. Souvent, ils proposent des lois ou des ordonnances qui, ultérieurement, nécessitent d'être corrigées. Et il n'est pas rare que ces corrections ne résolvent rien, et doivent à leur tour être corrigées... Ajoutez à cela que les Finances ont l'obligation de suivre les tendances fiscales européennes de façon continue, et vous comprendrez pourquoi il est difficile de croire qu'à court terme la législation roumaine répondra de façon efficace aux demandes et problèmes de l'économie »*, souligne Adrian Bența, patron de la société de conseil Bentaconsult.



Réunion des commissions budget-finances-banques en mars dernier au Parlement.
Photo : Mediafax

Selon la plupart des experts, la majorité des mesures fiscales ont véritablement agressé les entrepreneurs, qui ne croient plus en la capacité du gouvernement à stimuler la croissance. *« D'un côté, les intérêts personnels de certains politiciens ont prévalu sur l'intérêt général ; de l'autre, les fonctionnaires ont souvent travaillé en négligeant leur tâche »*, ajoute Gabriel Biriş.

Résultat : la Roumanie a connu ces dernières années un niveau très faible d'investissements directs, et un marché de l'emploi morose – plus de 2,3 millions de Roumains sont partis travailler à l'étranger durant la dernière décennie – qui a fortement accentué le déséquilibre entre les actifs et les inactifs, et laisse présager d'un désastre pour le fonds public des retraites.

Un tableau qui s'assombrit davantage à cause de l'évasion

fiscale dans le domaine de la TVA et des impôts en général, équivalant à environ 30% du produit intérieur brut (selon des estimations non officielles), et du travail au noir (lire aussi l'article *« Dans les profondeurs du trou fiscal »*, page 46).

Du côté du ministère, on reste la tête froide... *« Les modifications effectuées jusqu'à maintenant ont été nécessaires, le ministère des Finances essayant de tenir le rythme des changements de fiscalité qui ont touché l'ensemble des Etats membres. Une fois que les Codes fiscal et de procédure seront réécrits, au plus tard à l'été 2015, les choses reviendront à la normale »*, assurent ses représentants.

COMMUNIQUÉ



DACIA ROULE AU BIEFF

Dacia a clos l'agenda du cinéma roumain et international en Roumanie, en 2014, au Festival de Film Expérimental (BIEFF) qui s'est déroulé à Bucarest, du 11 au 14 décembre. Le BIEFF a comme principal centre d'intérêt l'essai dans le cinéma et l'art visuel.

„Dacia, l'un des partenaires traditionnels du BIEFF, a rendu possible cette année la présentation de deux films exceptionnels pour la sélection de la Quinzaine des Réalisateurs à Cannes : The Dance of Reality d'Alejandro Jodorowsky et The Voice Thief d'Adan Jodorowsky. Le soutien du programme de la Quinzaine par Dacia est un geste naturel dans le contexte des relations de Dacia avec la France, et nous sommes heureux que cette association se développe pleinement, concernant le BIEFF et au niveau culturel en général. Pendant cinq ans, Dacia a été la voiture officielle du BIEFF et, du coup, l'hôte de certaines personnalités importantes de l'industrie du cinéma, comme Christophe Leparc – Managing directeur de la Quinzaine, Rémi Bonhomme – Manager du Programme de la SEMAINE DE LA CRITIQUE, et cette année : pour Anne Delseth – Programmateur de la Quinzaine des Réalisateurs et Jonathan Pouthier – chef du Département du film au Centre Pompidou. Dacia a cru dans le film expérimental dès la première édition du festival, s'est avéré un partenaire de confiance, de même que les véhicules Dacia qui sont recommandés pour leur robustesse et leur fiabilité“, a déclaré Copel Moscu, le directeur du BIEFF.

Depuis des années, Dacia accompagne le film à travers divers voyages, à des festivals ou par exemple au Gala des Prix Gopo, événement qui récompense le talent et les valeurs de la cinématographie roumaine. Les modèles de la gamme Dacia ont transporté des acteurs, des metteurs en scène, des producteurs, des équipes de tournage aux plus importants festivals de film, comme celui du Film Français ou celui pour les enfants, Kinodiseea.



EN TOUTE dépendance

En 2013, les exportations roumaines ont atteint le seuil de 50 milliards d'euros, et pour 2014, les estimations s'élèvent à 53 milliards. Mais selon Mihai Ionescu, secrétaire général de l'Association nationale des exportateurs et importateurs de Roumanie (ANEIR), ces bons résultats ne doivent pas faire oublier les fragilités de la balance commerciale.

Regard : Quel est le poids des exportations dans la formation du produit intérieur brut (PIB, ndlr) de la Roumanie ?

Mihai Ionescu : La valeur totale des exportations représente environ un tiers du PIB du pays, soit un peu plus de 50 milliards d'euros. Si l'on y ajoute les importations, on arrive à environ 70% du montant du PIB. En 2000, les exportations roumaines ne s'élevaient qu'à 11 milliards d'euros ; en 2012, elles avaient déjà atteint 45 milliards. Mais le déficit de notre balance commerciale – différence entre les exportations et les importations, ndlr – reste important : 25,2 milliards de lei (environ 5,7 milliards d'euros, ndlr) sur l'ensemble de l'année 2013, et 14,9 milliards de lei (environ 3,3 milliards d'euros, ndlr) sur les sept premiers mois de 2014.

Quels sont les produits roumains les plus demandés à l'exportation ?

Les céréales ont été les plus visibles, leur performance a été largement reprise dans la presse. Il est vrai que nous avons eu des récoltes exceptionnelles ces dernières années, et nous espérons que cela continuera. Mais la Roumanie n'est pas seulement le grenier de l'Europe, une appellation qui faisait la fierté du pays durant l'Entre-deux-guerres. La première place parmi les exportations est occupée, et ce depuis longtemps, par les équipements industriels et les

machines. Non pas grâce au capital autochtone, mais parce que la Roumanie a bénéficié d'un afflux très significatif de capitaux étrangers.

Aujourd'hui, 83,25% des exportations roumaines sont réalisées par des compagnies à capitaux étrangers, majoritaires ou minoritaires. En l'absence de cet apport, la Roumanie aurait conservé le même niveau d'exportations qu'en 1989, c'est-à-dire 10 milliards de dollars. Ce capital étranger s'est traduit par l'arrivée de nouvelles technologies, la création de nouveaux emplois, et il a aussi représenté une source de revenus en devises pour notre pays. Il est tout aussi vrai que cette dépendance a des conséquences : tout capital est orienté vers le profit et, si le contexte devient plus attrayant dans d'autres régions du globe, il y a le risque de voir ce capital quitter la Roumanie. Nous avons suffisamment d'exemples d'unités de production fermées pour des raisons de délocalisation.

Certains produits roumains restent toutefois très compétitifs sur les marchés internationaux, par exemple l'automobile...



Les automobiles, malheureusement, ne sont pas des produits roumains, ce sont des produits fabriqués en Roumanie. La compétition internationale impose de grands efforts financiers de recherche et d'innovation, des dépenses que les petites et moyennes entreprises roumaines (PME, ndlr) ne peuvent pas se permettre. Quoi qu'il en soit, pour ce qui est des réussites dans les exportations, il n'y a pas que l'automobile, il y a aussi les produits électroniques, les services... L'année dernière, nous avons exporté 10 milliards d'euros de services, dont 2 milliards d'euros dans les nouvelles technologies de l'information. L'offre roumaine a enregistré des modifications substantielles et de qualité, mais le mérite ne revient qu'en partie au capital autochtone, et c'est ce qui nous préoccupe.

En tant qu'association, nous essayons d'appuyer les PME, mais le

gouvernement et ses institutions ne semblent pas si intéressés par le développement du capital autochtone, qui subit les rigueurs de la compétition et résiste tant bien que mal à la pression des grands groupes étrangers. Ceci étant, le plus important reste évidemment de conserver ces investissements étrangers en Roumanie car ils assurent aussi, à l'horizontale, des débouchés pour nos PME. Par ailleurs, il existe des exemples de sociétés à capitaux majoritairement autochtones qui ont réussi à s'imposer ; je pense à la fabrication de wagons ferroviaires, à la réparation et au maintien des avions, aux équipements miniers, ou bien aux filtres industriels. Ce sont des fabricants roumains qui, de Bistrița à Craiova en passant par Arad ou Bucarest, ont réussi à conserver le profil initial de fabrication de leurs usines tout en étant compétitifs au niveau international.

« *Dès que le marché européen éternue, nous risquons à chaque fois de tomber gravement malades* »

L'Union européenne est, de loin, la principale destination des exportations roumaines. Mais la Roumanie est-elle aussi en train de reconquérir les marchés perdus, le Moyen-Orient, la Chine, la Russie ?

La politique commerciale de la Roumanie n'est plus élaborée à Bucarest. Les compagnies roumaines à capitaux étrangers sont dirigées par les maisons-mères, dont la politique d'exportation est décidée dans les capitales d'origine. La Roumanie ne peut décider que sur la destination des produits à capitaux autochtones. Néanmoins, nous essayons d'augmenter le poids des exportations en dehors de l'UE, car notre dépendance vis-à-vis de ce marché, qui concerne plus de 70% de nos exportations, est trop importante. Dès que le marché

européen éternue, nous risquons à chaque fois de tomber gravement malades. Peu à peu, nous pénétrons de nouveau la région du Moyen-Orient. Cet été, nous avons fait la promotion de nos exportations à Cuba et au Mexique, nous allons poursuivre nos activités en Amérique du sud, et nous avons aussi été en Afrique, de l'est et de l'ouest. Pour ce qui est de la Russie, les PME roumaines ne peuvent malheureusement pas faire face aux exigences du marché. Il y a des produits roumains, mais exportés par les maisons-mères.

De plus, il existe chez les Russes une certaine réticence vis-à-vis des produits fabriqués dans les pays autrefois sous domination soviétique. Pour être vendable en Russie, un produit fabriqué en Roumanie doit porter le label « Made in » un pays occidental. Nous avons essayé d'ouvrir une exposition permanente de produits roumains à Moscou, ou en Chine, mais il est très difficile de revenir sur ces marchés.

Propos recueillis par Răsvan Roceanu.
Photo : Mihai Barbu

Dalkia

Creator de progres energetic

Referința mondială a economiilor de energie la scara teritorială

Dalkia România S.A.
Str. Barbu Văcărescu, nr. 241A,
Barbu Văcărescu Offices, etaj 3-4, Sector 2, București
Tel. +40 21 322 86 347; Fax. +40 31 730 16 41
secretariat@dalkia.ro; www.dalkia.ro

ECONOMIE

L'AGRO saturé

20 millions d'euros, ce sont les pertes rapportées depuis septembre par les éleveurs roumains de porcs contraints de baisser leurs prix de plus de 25%. La raison : le marché roumain a été envahi par la viande provenant d'autres producteurs européens, surtout de Pologne et des Pays-Bas, après l'embargo imposé par les Russes aux produits agro-alimentaires européens dans le contexte de la crise ukrainienne. « Si les choses ne changent pas, on va accumuler 100 millions d'euros de pertes en six mois », craint Alex Jurconi, président de la fédération nationale Pro Agro. Les producteurs de poulets ou de produits laitiers se trouvent dans une situation similaire. « Les ventes de produits laitiers autochtones ont baissé en septembre et en octobre de 25% par rapport à la même période en 2013, au profit d'autres pays de l'UE. Les 150 usines roumaines du secteur ont six mois de marchandise dans leurs stocks », déplore de son côté Dorin Cojocaru, président du patronat de l'industrie laitière April. Les producteurs ont récemment demandé une aide urgente de l'Etat. Daniela Coman. Photo : Mediafax



La chronique

DE MICHAEL SCHROEDER

AUSSI UN JEU

Début décembre, j'ai participé au « team building » interne d'une grande entreprise dans un hôtel non loin de Băile Tușnad (centre du pays). On m'a invité pour un séminaire sur les problèmes de communication. Très vite, j'ai vu comment certains des participants se sentaient plus à l'aise que d'autres et parlaient de leur travail avec fierté. Indépendamment de leur fonction, chacun jouait un rôle ; cela m'a tout de suite fait penser à Carl Gustav Jung, le grand psychiatre suisse, notamment connu pour avoir distingué plusieurs archétypes de personnalité. A chaque fois, et en particulier dans le contexte d'un travail en groupe, on retrouve le sage, l'aventurier, le chasseur, le joueur, le clown, la séductrice, le roi, le solidaire, ainsi de suite. Nous avons tous des rôles que nous jouons et qui dépendent beaucoup de nos talents naturels, mais aussi des conditionnements auxquels nous sommes exposés tout au long de notre vie. Erving Goffman, sociologue américain d'origine canadienne, a merveilleusement décrit dans son ouvrage « La mise en scène de la vie quotidienne » comment nous faisons tous du théâtre. Selon lui, la vie est une grande pièce de théâtre avec une scène, des acteurs, des coulisses où les arrangements discrets s'effectuent, un texte et un public. Au réveil, notre personnalité et son ego se mettent en marche, nous commençons à jouer nos rôles, en famille, avec des amis, et bien sûr au travail. En interagissant constamment avec d'autres acteurs. La plupart du temps, nous n'en sommes pas conscients. Pourtant, en être davantage conscient aide à prendre un peu plus de recul par rapport à ce que l'on fait tous les jours, et à réaliser qu'il s'agit aussi d'un jeu.

Dr. Michael Schroeder est life & business coach à Bucarest.

Le nouveau pneu MICHELIN Alpin 5

PLEINEMENT EN SÉCURITÉ, D'OCTOBRE À AVRIL

EXCELLENT À LA FOIS SUR SOLS SECS, MOUILLÉS ET SUR LA NEIGE*

...Et avec MICHELIN Total Performance, plus de performances réunies.

*En moyenne, comparé à son prédécesseur, le pneu MICHELIN Alpin 5 (205/55 R16 91H) freine 5% plus court sur sols mouillés et 3% plus court sur sols enneigés. Tests externes demandés par Michelin, réalisés par TÜV SÜD et IDIADA entre Novembre 2013 et Janvier 2014.

Construction d'un mur de barbelés de plus de 30 km, surveillance 24h sur 24 des zones à risque, contrôles renforcés aux points d'entrée... La frontière turco-bulgare est sous haute surveillance face à l'afflux massif de réfugiés fuyant les conflits en Syrie, Irak et Afghanistan.

Devant UN MUR

DEPUIS L'ENTREE DE LA BULGARIE dans l'Union européenne, les 274 km de frontière que partage cet Etat avec la Turquie sont de plus en plus difficiles à surveiller. Et ce depuis le déclenchement du conflit syrien l'an passé, lorsque des dizaines d'immigrants franchissaient clandestinement cette frontière chaque jour afin de demander le statut de réfugié une fois sur le territoire de l'Union européenne. En l'espace de douze mois, plus de 10 000 candidats à l'asile seraient ainsi arrivés illégalement en Bulgarie. Un contingent que les autorités bulgares ont eu beaucoup de mal à gérer et qui les a forcées à prendre des mesures d'urgence. Ainsi, outre le logement et l'aide offertes aux demandeurs d'asile par la Bulgarie et ses partenaires européens, le gouvernement a décidé à la hâte de construire un mur de barbelés...

Dès novembre 2013, 12 000 policiers et gardes-frontières ont été mobilisés le long des travaux. Terminée depuis cet été, cette clôture s'étend sur quelque 33 km entre Lesovo et Krainovo, au sud-est de la Bulgarie, près du poste frontière de Kapitan-Andrévo. Un mur de fer atteignant par endroit 3 mètres de haut, et qui s'accompagne aujourd'hui de miradors d'observation, de pylônes de surveillance vidéo (notamment thermiques), et d'éclairages puissants.

Ce dispositif impressionnant a permis au gouvernement bulgare, à partir de la fin 2013, d'atteindre son objectif premier, à savoir réduire sensiblement le nombre de demandeurs d'asile sur son territoire et éviter une crise humanitaire, passant de plus de 2 000

demandeurs par mois fin 2013 à 320 en avril 2014 (source : Agence gouvernementale bulgare pour les réfugiés).

Mais cette tendance n'a duré qu'un temps puisque depuis le mois de juin, le nombre de demandeurs a littéralement explosé, dépassant le cap des 1 500 sur le seul mois d'octobre. Des réfugiés essentiellement syriens (59%) et afghans (24%). Les centres d'accueil comme celui de Pastrogor près de la ville frontalière de Svelingrad sont régulièrement saturés. Et en termes de demandes, on dépasse les chiffres de l'an passé à la même époque, soit avant le mur... Au point que fin octobre, leur nombre atteignait déjà 8 205 contre 7 144 sur l'ensemble de l'année 2013. Une situation qui démontre, selon de nombreuses ONG, que le « mur anti-migrants » ne fonctionne pas.

Les autorités bulgares restent néanmoins mobilisées et ont déjà intercepté 472 passeurs depuis début août. Ce qui pousse aujourd'hui les passeurs turcs à emmener les candidats demandeurs d'asile plus au nord, voire à tenter de rallier la côte roumaine par la mer. Cette situation, devenue très délicate, aurait en fait été héritée de la Grèce, suite à la construction d'un mur similaire en 2012 qui n'a fait que déplacer la migration.

Une évolution dangereuse que regrette depuis des mois le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), invitant les Etats membres de l'UE à « assurer des procédures d'asile correctes et efficaces ».



La zone frontalière avec la Turquie est presque exclusivement sillonnée par des véhicules de police et des hommes armés.

Un mur de barbelés avec un mirador d'observation et des pylônes de surveillance vidéo à chaque kilomètre : c'est ce à quoi ressemble aujourd'hui une partie de la frontière turco-bulgare.



A Edirne, panneau indiquant la direction du Bulgaristan (Bulgarie en turc). Pour beaucoup de migrants venus du Moyen-orient, cette cité turque est la dernière étape avant de demander l'asile. L'Union européenne n'est plus qu'à 17 km.



Immigrants dans le centre de Pastrogor, à quelques kilomètres du poste frontière de Kapitan-Andrévo. Comme des milliers d'autres Syriens, Afghans ou Irakiens arrivés illégalement en Bulgarie, ils espèrent obtenir le statut de réfugiés et continuer leur route vers l'Ouest.



Alors que le rideau de fer a empêché jusqu'en 1989 ses citoyens de quitter leur territoire, la Bulgarie a mis en place des clôtures empêchant aujourd'hui les immigrants d'y entrer. Un réseau complété cet été par 33 km de barbelés entre Lesovo et Krainovo.

Texte et photos : Dimitri Dubuisson

conseiller dédié aux PME

avec le Business Advisor d'Orange



Contactez maintenant le conseiller dédié à votre compte Orange avec un appel gratuit au 456 - Service clients Business.

www.orange.ro/business

le business change avec **orange**

Vers l'Europe, MAIS SANS CONVAINCRE

C'est la coalition pro-européenne qui a remporté les élections législatives moldaves fin novembre. Le scrutin considéré comme charnière pour le pays et la région a-t-il eu l'impact escompté ? Reportage à Chișinău, capitale de la république de Moldavie.

POUR BEAUCOUP, LES ELECTIONS parlementaires du 30 novembre dernier devaient déterminer l'avenir politique des Moldaves. De nombreux panneaux de campagne avaient envahi l'espace public monopolisé d'un côté par les libéraux et l'Europe, de l'autre par la gauche et la Russie. Avec, comme crainte principale, une déstabilisation de type ukrainien dans un pays foncièrement divisé. Plus de 3 millions de Moldaves étaient appelés aux urnes. Au final, la coalition pro-européenne regroupant trois partis libéraux remportait le scrutin avec 54 sièges sur 101 que comporte le Parlement, soit 45% des votes. Les communistes de l'ex-président Vladimir Voronin, alliés aux socialistes, ont quant à eux obtenu 39% des suffrages. Mais la faible participation, sensiblement inférieure à ce qui était prévu (55%), constitue un signal fort. D'autant que le parti socialiste pro-russe d'Igor Dodon est arrivé en tête avec plus de 20% des voix, un score de mauvais augure pour l'alliance pro-européenne.

EXPULSION D'UN CANDIDAT A TROIS JOURS DU SCRUTIN

D'aucuns expliquent le score des socialistes par le report des voix

qui devaient échoir à Renato Usatii, candidat exclu à la dernière minute. Pour beaucoup, malgré un profil controversé, ce dernier constituait un souffle nouveau dans le paysage local gangréné par la corruption. Ian Feldman est psychologue dans la capitale moldave, ville où il est né. Russophone et déçu comme tant d'autres par la politique des libéraux qu'il avait pourtant soutenus il y a cinq ans, il avait jeté son dévolu sur la candidature de Renato Usatii. « Beaucoup de jeunes notamment ont apprécié son discours, soutient-il. Depuis son éviction, l'atmosphère est plus que tendue. Nous voilà revenus des années en arrière. »

Exclu de la compétition par la Commission centrale électorale (CEC) quelques jours seulement avant le vote, Renato Usatii est depuis parti à Moscou. Natif de Chișinău, c'est en Russie qu'il a prospéré. L'homme d'affaires de 36 ans, désormais mil-

lionnaire, veut à tout prix s'imposer en politique en république de Moldavie, multipliant actions philanthropiques et événements tapageurs tels de grands concerts avec des artistes amenés de Russie. Mais le CEC puis la Cour suprême de justice ont balayé ses espoirs. « Cette éviction pour financement étranger – Moscou, en l'occurrence, ndlr – est parfaitement illégale. Sa candidature gênait », conclut Ian Feldman. La justice a même bloqué son compte de campagne. Reste que ce n'est pas la première fois que M. Usatii a des problèmes avec la justice moldave qui avait déjà refusé il y a quelques mois de valider son parti, le soupçonnant de fausses signatures.

Renato Usatii, crédité de plus de 15% des votes avant son éviction, représentait le choix de la modernité pour une partie de la jeunesse. Que ce soit pour certains russophones, comme pour les déçus de ces cinq dernières

années de gouvernance libérale fade censées rapprocher le pays de l'UE. Dans le quartier russophone de Botanica, en périphérie de Chișinău, là encore le retrait forcé d'Usatii laisse un goût amer. Olga et sa collègue Tatiana, la vingtaine, se retrouvent dans un café non loin d'un bureau de vote. Olga est déçue : « Franchement, je me demande pourquoi je suis allée voter. Ma copine, elle, n'y est pas allée. Je suis sûre que ces élections sont truquées. Usatii, lui, est un exemple à suivre, il est jeune, intelligent et a réussi. C'est aussi simple que ça. Les autres, que ce soit les socialistes ou les communistes avec Voronin, ils sont complètement has been. »

Dans l'une de ses multiples diatribes à l'adresse de la classe politique tournée vers l'ouest, Renato Usatii avait notamment promis d'ériger un mur de type « grande muraille de Chine » entre la Moldavie et la Roumanie, et de transformer l'ambassade des






Depuis le début des années 2000, ACVATOT bénéficie de l'expérience, des compétences et de l'esprit entrepreneurial d'un grand groupe international pour la conception et la réalisation de projets complexes d'infrastructures. Chaque année, des dizaines de chantiers de réseaux (eaux, assainissement, gaz...), de routes ou de génie civil sont entrepris sur toute la Roumanie avec le même souci de qualité, de respect des engagements et d'innovation.

Souhaitant s'impliquer de manière active dans la vie de la communauté, ACVATOT a également créé la *Fondation Acvatot* qui soutient des projets ambitieux dans la sphère sociale et de protection de l'environnement. Enfin, dans un souci de développement durable, notre centre de formation *ACVASCHOOL* forme nos collaborateurs à toutes les techniques de nos métiers, ainsi qu'aux bonnes pratiques en matière de sécurité.





Contacts:
 8-BA Boulevard Dimitrie Pompeiu, IRIIDE BUSINESS PARK,
 Bâtiment nr. 14, Sectorul 2, Codul postal 020335, Bucuresti
 Tel.: +40 212 520 860 • Fax: +40 212 520 834 • contact@acvatot.ro

www.acvatot.com



Etats-Unis en club de karaoké... Olga n'en a cure, pour elle c'est sa réussite et son mordant qui font la différence. Mais alors pourquoi être allé voter faute de candidat crédible ?... « *Usatii a dit de voter Igor Dodon* – du parti socialiste pro-russe, ndlr – *j'ai suivi sa recommandation* », soupire-t-elle.

UN SCRUTIN CHARNIERE

C'est à Chişinău qu'a été enregistrée la plus forte participation avec plus de 62%. Mais au total, seulement 55% des Moldaves sont allés voter, un pourcentage faible malgré l'enjeu de ces élections. Certains s'attendaient même à des regains de violence au sein d'une population très partagée sur la question de l'opposition Europe-Russie. Pour Sergiu, la cinquantaine, croisé un peu plus loin après le vote, « *le clivage Europe-Russie a tous les ingrédients pour créer des tensions* ». Les médias locaux prêtaient même à la république de Gagaouzie des velléités sécessionnistes et un

rapprochement avec la Russie en cas de victoire des libéraux.

« *Ce nouveau mandat, c'est un peu notre dernière chance vers l'intégration européenne. Soit nous faisons de vraies réformes pour la justice et contre la corruption, soit nous perdons le prochain scrutin*

Cristina est journaliste correspondante pour la TVR, la télévision publique roumaine, elle a couvert les élections en direct du côté du CEC. Dans la fièvre propre à ces longues journées d'attente, elle a guetté chaque déclaration. « *Ce scrutin a été marqué du sceau de la peur. Tous les médias ont agité le spectre d'une nouvelle guerre avec un discours ultra agressif. Malheureusement, les pro-européens, que ce soit Vladimir Plahotniuc ou Vlad Filat, l'ancien Premier ministre, n'ont*

pas réussi à convaincre totalement. Ils n'ont notamment pas su mettre en avant leur bilan », explique la jeune femme.

Une autre alternative a pourtant existé en la personne d'Oleg Brega. C'est en tout cas ce qu'a voulu croire Ion, la trentaine, qui pense s'exiler dans un futur proche... « *Brega était pour moi le seul candidat honnête. Le bilan des pro-européens est, selon moi, mauvais. Les routes sont peut-être meilleures dans le pays, mais c'est tout. Hormis ça, vous voyez des avancées ici ? Oleg Brega est l'unique vrai candidat de la société civile. C'est le seul qui ne soit pas riche, il se déplace même en vélo, c'est dire.* » Oleg Brega est journaliste et réalisateur. Il se bat depuis dix ans pour l'état de droit en république de Moldavie. Malgré cela, celui qui voulait transcender les clivages entre la voie de l'Europe et celle de la Russie n'a pas réussi son pari. Loin de là, son parti n'obtenant que 1% des suffrages.

QUARTIER DE CIOCANA, ENTRE TUICA ET LATINITE

Le jour du vote, dans le quartier de Ciocana, à l'autre extrémité de Chişinău... Là encore, le périmètre est séparé du centre-ville par un immense parc. Les Moldaves roumanophones y sont largement majoritaires, contrairement à Botanica ou au centre-ville, traditionnellement fiefs de la nomenklatura pro-russe. Et ici aussi, il faut contourner les immeubles pour se rendre au bureau de vote situé dans une école, où quelques *prăjituri de casă* sont disposées sur des tables. Petite bulle patriotique avec musique populaire, le mot d'ordre serait plutôt l'union avec la grande sœur roumaine. Aux abords du quartier trône d'ailleurs une statue d'Alexandru Ioan Cuza, souverain des Principautés unies de Roumanie entre 1859 et 1866.

Gheorghe Bănică, 60 ans, dirige le

bureau de vote... « *Cette atmosphère de fête les jours de scrutin, c'est un héritage de la période communiste. A l'époque, on buvait même de la țuică* », souligne Gheorghe en montrant fièrement son nom sur une étiquette épinglée à sa veste. « *Vous voyez, je ne suis pas russe. J'espère vraiment voir l'union avant de mourir.* » Des observateurs étrangers sont venus dans la matinée pour examiner comment se déroulait le vote. Ils sont environ 4 000 dans toute la ville. Ces élections peuvent-elles avoir des conséquences sur l'union roumano-moldave ? Gheorghe Bănică en est persuadé : « *C'est le bon moment pour l'union, vous n'avez pas entendu les récentes déclarations de Klaus Iohannis ici il y a quelques jours lors de sa première sortie ?* ».

Le soir des élections, contrairement aux craintes exprimées, il n'y a pas eu de guerre fratricide ni de débordements. Même si des incidents à

Moscou ont été déplorés où seulement cinq bureaux de vote étaient ouverts, et où beaucoup des 700 000 Moldaves qui vivent en Russie ont dû attendre des heures avant de pouvoir voter, tandis que d'autres n'ont pas réussi. Quoi qu'il soit, le score serré de ces élections démontre une fois de plus les fortes divisions qui subsistent à l'intérieur de la république de Moldavie. Et la faible participation témoigne d'un désenchantement généralisé à l'égard de la classe politique. L'élan européen se poursuit, mais avec scepticisme. Iurie Leancă, le Premier ministre actuel, membre du parti libéral démocrate, ne s'y trompe pas : « *Ce nouveau mandat, c'est un peu notre dernière chance vers l'intégration européenne. Soit nous faisons de vraies réformes pour la justice et contre la corruption, soit nous perdons le prochain scrutin.* »

Benjamin Ribout
Photos : Mediafax

UKRAINE : QUAND CESSERONT-ILS ?

Malgré la signature de plusieurs cessez-le-feu entre les rebelles séparatistes pro-russes et les autorités ukrainiennes en décembre, les luttes continuent à l'est de l'Ukraine. Le 2 décembre, les deux camps s'étaient mis d'accord sur l'arrêt des combats aux alentours de l'aéroport de Donetsk, l'un des points chauds du conflit. Mais selon des journalistes sur place, celui-ci a été violé un jour après par les rebelles. Un autre cessez-le-feu total devait entrer en vigueur le 5 décembre dans les régions de Lougansk et Donetsk après d'âpres négociations en présence d'observateurs de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). Au bouclage de ce numéro, on ne sait pas encore s'il a été respecté. Pour rappel, des accords de paix avaient été conclus le 5 septembre à Minsk, capitale de la Biélorussie, avec la participation de Moscou, mais ils n'ont jamais été tenus. Environ 4 300 personnes ont trouvé la mort depuis le début du conflit, il y a plus de sept mois. Jonas Mercier. Photo : Mediafax



Le président ukrainien Petro Poroshenko, en visite à Chişinău (république de Moldavie), le 20 novembre dernier.

Où cela PRESSE

Elle avait besoin d'un nouveau départ et elle l'a eu. L'Union internationale de la presse francophone (UIPF), la plus ancienne association francophone de journalistes, était jusqu'à il y a peu au bord du gouffre, touchée par de graves soucis de gestion. Aujourd'hui, grâce notamment au dynamisme et à l'expérience du journaliste Jean Kouchner, élu secrétaire général international, tout est enfin rentré dans l'ordre. Et du 19 au 23 novembre dernier, l'UIPF a pu tenir ses 43èmes assises à Dakar, au Sénégal. Un événement qui a réuni plus de 200 participants venus du monde entier, et un succès indéniable après quatre jours de conférences et de débats. Thème principal des discussions : « Jeunes et médias : les défis du numérique ». A noter que cette rencontre s'est tenue en marge du 15ème Sommet de la francophonie qui eut lieu du 29 au 30 novembre, toujours à Dakar, et a vu l'élection de la Canadienne d'origine haïtienne Michaëlle Jean secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), succédant à Abdou Diouf, l'ancien président sénégalais.

Que s'est-il dit pendant ces assises ? Comment les intervenants et participants ont-ils répondu aux questions et surtout préoccupations qui touchent la presse francophone, et la presse tout court ? *Regard*, présent sur l'ensemble des débats, a recueilli quelques réflexions.

Abdelmounaïm Dilami (Maroc), journaliste et patron de presse : « Avec les agrégateurs de contenu, le plus important étant Google, la publicité sur Internet a beaucoup moins besoin de passer par les plateformes médias. »

Khalil Hachimi Idrissi (Maroc), directeur général de l'Agence marocaine de presse (MAP) : « A un moment donné, il faudra que les agrégateurs

de contenu contribuent, payent pour la création de l'information. »

Cédric Kalonji (Congo), spécialiste des nouveaux médias : « En Afrique, le blogueur répond à un besoin, quand certains journalistes occidentaux restent à l'hôtel. »

Jean Kouchner (France), journaliste, secrétaire général international de

l'UIPF : « La moindre des choses est d'accepter les critiques des citoyens. (...) Et à l'UIPF, notre souci est précisément de renouer avec des principes de base : indépendance, liberté, transparence. »

Florent de Rocca Serra (Suisse), chargé du développement des opérations africaines et asiatiques du groupe média Ringier : « Nous essayons de

trouver d'autres types de financement, l'e-commerce, les petites annonces, la vente de contenus spécialisés. »

Bertrand Pecquerie (France), directeur du réseau mondial des rédacteurs en chef « Global editors network » (GEN) : « Pour les médias dans leur ensemble, le "data journalism", ou journalisme de données, est un nouveau continent à explorer, une opportunité extraordinaire. » Ndlr : le « data journalism » consiste à rendre intelligible une quantité importante de données grâce au travail en commun de développeurs, journalistes et graphistes.

Eric Leclerc (France), directeur des activités numériques du groupe Le Parisien : « Au sein de notre rédaction, une équipe a été spécialement constituée pour faire du "data journalism" et proposer une nouvelle sorte de contenu, très graphique, expliquant des données en "open source" (c'est-à-dire publiques, ndlr) impossibles à digérer sans un traitement poussé (...). Il s'agit d'un nouveau produit journalistique à forte valeur ajoutée. »

Jazem Halloui (Tunisie), directeur général de Innova Tunisia, membre fondateur du groupe militant pour la transparence et la démocratie en Tunisie OpenGovTN : « Le "data journalism" est aussi un moyen de résoudre le problème de "l'infotoxication" (la profusion des informations, ndlr). »

Tidiane Dioh (France), fonctionnaire international, responsable des programmes médias à l'OIF : « Si l'information est bien faite, elle sera toujours achetée. (...) Ceci étant, il y a trop peu de financements pour les médias francophones par rapport à d'autres médias. »

Benoît Califano (France), directeur de ESJ Pro Montpellier, l'antenne méditerranéenne de l'Ecole supérieure de journalisme de Lille : « Désormais, nous proposons de la formation en alternance afin de diversifier l'origine sociale des journalistes. (...) Nous

croyons par ailleurs à la synergie entre les écoles de journalisme, d'informatique et de business, car il faut créer des incubateurs. »

Cécile Mégie (France), directrice de Radio France Internationale : « La rapidité de l'information ne doit pas nous faire oublier la fidélité à l'information. (...) On s'adresse d'abord à un public citoyen, et non pas à des consommateurs. »

Laurent Couderc à Dakar.
Photos : Philippe Cortes



GDF SUEZ Energy România
Un acteur majeur du marché de l'énergie en Roumanie

Chez GDF SUEZ Energy România, nous vous apportons les énergies et les services essentiels à votre bien-être:

- fourniture et distribution de gaz naturel
- services techniques associés
- fourniture d'électricité
- production d'électricité éolienne
- conseils en matière d'efficacité énergétique

www.gdfsuez.ro

GDF SUEZ
ÊTRE UTILE AUX HOMMES





Attila Kim (37 ans) est l'une des étoiles montantes de l'architecture roumaine. Associant non conformisme, rigueur et modestie, il est couvert de prix nationaux et internationaux. Rare dans la presse, l'architecte a accepté de confier à *Regard* sa manière de construire aujourd'hui pour demain, qu'il s'agisse d'un immeuble ou d'une exposition d'art contemporain.

Regard : Vous travaillez méticuleusement vos projets, mais le résultat a toujours un air d'aisance astucieuse. Quelle est la part de jeu dans ce que vous faites ?

Attila Kim : J'aime énormément jouer. Je fais toujours confiance à

ma première impulsion, sans jamais asseoir ma réflexion uniquement sur elle. Selon moi, il n'y a jamais de projet qui parte de zéro. Chacun d'entre nous, l'architecte, l'endroit où l'on travaille et l'utilisateur final, a ses propres références. Mon rôle est précisément de trouver la solution qui

nous représente tous à la fois. C'est l'addition de tous ces paramètres qui rend un projet inédit. L'imagination est le pont conduisant au résultat. Et sur ce pont, je veux me sentir libre.

Etes-vous un architecte de votre temps, ou plutôt un artisan du dura-

A DESSEIN *libre*

ble volant se projeter au-delà des époques ?

Avant tout, qu'est-ce que l'architecture contemporaine ? Est-elle l'immeuble inauguré aujourd'hui ou le dessin d'un édifice sur papier, sachant qu'environ cinq ans peuvent s'écouler entre les deux étapes ? Quand un architecte conçoit un bâtiment, il est influencé par ce qu'il vit, mais il tente de se mettre à l'abri des tendances du jour. Il réfléchit à la forme de son édifice dans cinq ans, à son utilisation dans dix ans, sans trop s'attarder, au départ, sur les éléments esthétiques. Entre 2000 et 2010, notre vie a radicalement changé de par le boom de l'information. Avant, elle était beaucoup plus influencée par l'espace physique. Aujourd'hui, nous travaillons, communiquons, voyageons dans un univers de plus en plus virtuel. Le défi est donc d'imaginer des espaces flexibles, avec des fonctions encore plus diversifiées. L'architecte doit savoir être un visionnaire.

Vous travaillez souvent à l'étranger. Selon vous, par comparaison, où se situe la Roumanie dans l'évolution de l'art architectural ?

La Roumanie est plus provocatrice que bien d'autres pays européens. Ici, la profession n'est pas aussi hiérarchisée qu'en Occident. En Roumanie, et plus généralement en Europe centrale et orientale, les jeunes architectes peuvent s'exprimer, s'affirmer. Ils ont une bonne réputation et se voient confier directement des projets et des investissements importants. A l'Ouest, un jeune cabinet d'architecture doit nécessairement participer à des concours. Par ailleurs, le bénéficiaire roumain a moins de préjugés esthétiques et veut se démarquer des autres. A Paris ou à Londres, il faut faire comme les autres. Raison pour laquelle aussi le taux d'émigration parmi les architectes roumains est plutôt faible.

Vous êtes l'un des très rares architectes d'exposition de Roumanie.

Qu'est-ce qui vous attire dans ce domaine ?

Je ne suis pas devenu architecte pour laisser un témoignage de mon existence dans cent ans. Un immeuble, une rénovation ou une exposition ont presque le même poids, à mes yeux, car chacun vous contraint à réfléchir à une autre échelle. Je côtoie beaucoup le milieu artistique contemporain et je suis un visiteur assidu de musées. J'ai ainsi constaté qu'il y avait parfois des éléments éludés dans le montage d'une exposition qui auraient pu faciliter la relation entre l'artiste, le commissaire d'exposition, le visiteur et l'espace. Pour moi, l'architecture d'une exposition doit guider le visiteur et lui faire vivre une expérience, des sensations. Je n'imaginerai pas juste un décor, j'amène le public à un état d'esprit qui l'aidera à comprendre le message de l'artiste ou du commissaire d'exposition. Je mets de l'ordre, j'élimine le chaos et les tensions involontaires.

« Je suis satisfait de mon travail si je vois que mes idées interpellent, sont matière à débat et arrivent à changer, ne serait-ce qu'un peu, la vie des gens »

Le cinéma Elvire Popesco de l'Institut français de Bucarest a récemment fêté son 40ème anniversaire. Quel défi vous a lancé cette salle que vous avez entièrement réinventée entre 2010 et 2012 ?

Elle est l'un de mes projets préférés. Je place toujours mes créations dans leur contexte. « Elvire Popesco » est donc indissociable du boulevard Dacia et du bâtiment de l'Institut. Avec quel bagage émotionnel arrive le spectateur, et comment la projection se prolonge-t-elle sur son trajet de départ ? Avant l'intervention, peu d'éléments extérieurs pouvaient vous faire penser qu'il y avait là

un espace dédié au spectacle. La nouvelle façade se veut donc une toile de fond chaleureuse à côté du volume massif de l'Institut. Elle a été réalisée en Corten, un acier partiellement oxydable, avec une très belle couleur ocre rouillée qui s'agence avec la chromatique du reste, quelle que soit la saison. L'accès à la salle a également été rehaussé pour équilibrer la perspective par rapport au bâtiment principal. Enfin, nous avons habillé l'intérieur d'une coquille en bois pluri-fonctionnelle, réalisée à partir d'anciens revêtements des murs. Le tissu rouge des fauteuils rend aussi l'ambiance plus intime. Esthétiquement, la salle Elvire Popesco est familière et naturelle, et porte l'empreinte manifeste de l'institution culturelle qui la possède.

Que reste-t-il de l'architecture « à la française » de la capitale roumaine et de la Roumanie, de façon générale ?

Elle s'est transformée... Dans les années 1990 et au début des années 2000, l'architecture française contemporaine a de nouveau eu de l'influence sur l'architecture roumaine. Comme au 19ème siècle, les formes françaises ont été réinterprétées et adaptées au contexte local. Les deux architectures ont toujours eu, à mon avis, des affinités, une sensibilité commune.

Vous dites que ce n'est pas forcément pour la postérité que vous êtes architecte. Pourquoi faites-vous ce métier ?

Je ne peux pas pratiquer l'architecture de manière égoïste. Je suis satisfait de mon travail si je vois que mes idées interpellent, sont matière à débat et arrivent à changer, ne serait-ce qu'un peu, la vie des gens.

Propos recueillis par Andrei Popov.
Photo : Mihai Barbu

CULTURE

Alt Love Building

Petit pari pour le cinéma roumain : la comédie romantique *Alt Love Building*, réalisé par Iulia Rugină, sort dans les salles le 26 décembre, en même temps que les grandes productions hollywoodiennes de la saison. L'histoire se situe dans les montagnes, quelques jours avant le Nouvel an, et six mois après la première édition d'un camp destiné à réparer les relations – le sujet de *Love Building*, le premier film de l'école Actoriedefilm.ro, lancé en 2013. À côté des étudiants, Dragoș Bucur, Alexandru Papadopol, Dorian Boguță et le Britannique Ben Cross sont à l'affiche. « *Le public a encore le sentiment qu'on ne peut pas s'amuser ou se détendre avec un film roumain, et Noël est un moment difficile de ce point de vue à cause de toutes les autres sorties. C'est un peu un pari* », concède Iulia Rugină. L'année dernière, *Love Building* avait tout de même attiré un peu plus de 27 000 spectateurs. Florentina Ciuvercă. Photo : D.R.



Piua – joacă, jocuri, jucării

Sept ans après la publication du livre « Piua ! », archive nostalgique des jeux de la génération qui a grandi sous le communisme coordonnée par Cosmin Manolache, le Musée national du paysan roumain (MNȚR) invite à redécouvrir ces jeux d'antan dans la salle Irina Nicolau. Jusqu'au 18 janvier, les enfants et les adultes pourront admirer de vieux jouets et des collections de super héros, tout en s'adonnant à la marelle, à l'élastique, à la corde, ou en jouant sur de vieux baby foot. Commissaires de l'exposition : Lila Pasima et Cosmin Manolache. F.C.



Zebra

Amicalement
vôtre,
**Mihaela
Dedeoglu.**

Du lundi au
vendredi,
de 10h à 13h.

rfi
românia



**La Francophonie contribue
à un monde plus juste
en favorisant l'éducation pour tous**

L'OIF améliore les compétences des enseignants
10 000 instituteurs en formation dans les pays du Sud.

L'OIF œuvre pour **renforcer la qualité et l'équité
des systèmes éducatifs.**

L'OIF accompagne la création de **centres de lecture
et d'animation culturelle : 3 millions d'utilisateurs.**

Écoutez habillerme © OIF

Le français
est une chance
francophonie.org

ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie

SANS VOIX

Echéances non respectées, corruption suspectée et gouffre financier, l'autoroute de Transylvanie cumule les problèmes. Mais aussi les richesses d'autres époques.

DIX ANS APRES LA SIGNATURE DU premier contrat pour sa construction, l'autoroute qui doit traverser les Carpates et les vastes forêts de Transylvanie a déjà coûté 1,4 milliard d'euros. Et seule une soixantaine de kilomètres sur les 450 initialement prévus sont praticables. D'un autre côté, ce chantier titanesque, puits sans fond pour les dépenses publiques, est aussi devenu une source de grandes découvertes. Depuis 2004, les archéologues s'y intéressent tout particulièrement.

« C'est une chance extraordinaire pour nous car sans ce projet d'infrastructure, nous n'aurions jamais pu avoir accès à de telles fouilles », confirme Cristian Schuster, chercheur à l'Institut d'archéologie de l'Académie roumaine Vasile Pârvan. En 2010, cet archéologue chevronné a dirigé les fouilles sur un secteur du tronçon Deva-Șoimuș. « Nous supposions depuis longtemps que cette région cachait de nombreux témoignages des populations qui l'ont investie au fil des siècles, mais nous ne nous attendions pas à des

découvertes aussi spectaculaires », ajoute-t-il.

Ossements, fragments de céramique, ustensiles et armes en métal, mais aussi fondations de villes entières ont été mis au jour ces dernières années, couvrant une période s'étendant du Néolithique (période de la préhistoire où l'homme accède à une économie productive, cf. Larousse) au Moyen-âge en passant par l'Antiquité. Sur un kilomètre de fouilles, près du village de Șoimuș, l'équipe de Cristian Schuster a fait ressurgir plus de 1 500

objets. « Nous étions treize archéologues accompagnés d'une centaine d'ouvriers et nous ne nous en sortions pas », se souvient-il.

Un enthousiasme partagé par le directeur du musée national Brukenthal de Sibiu, Sabin Adrian Luca. Ses équipes se sont occupées d'une portion d'une quarantaine de kilomètres qui doit relier Sibiu à la frontière hongroise – à ce niveau, il ne s'agit pas de l'autoroute de Transylvanie mais du quatrième corridor paneuropéen de transport. « Je travaille depuis 1992 sur le site de Turdaș. Jusqu'à présent, nous n'avions accès qu'à une très petite surface. Aujourd'hui, grâce au chantier de l'autoroute, nos fouilles s'étendent sur onze hectares et surtout, avec les outillages des chantiers, nous avons pu creuser bien plus en profondeur que lors des fouilles classiques, précise Sabin Adrian Luca.

Ici, nous avons découvert une cité datant du début du Néolithique avec un système de fortification s'étalant sur plus de deux cents mètres de largeur sur certaines portions ; ailleurs, des fragments gravés de symboles qui pourraient prouver l'existence de l'écriture durant le Néolithique. C'est phénoménal. »

ETERNELLE ZONE DE TRANSIT

Longtemps méconnue pour les archéologues, la région transylvaine était un passage très emprunté par les populations en route vers l'ouest du continent européen, et ce dès la période néolithique. Les ressources naturelles de ses sous-sols, comme le sel ou les métaux, ont aussi permis l'établissement d'une grande partie de ces peuples. « La présence de vastes agglomérations sont une découverte importante qui montre qu'à l'instar de l'Europe occidentale, les premières agglomérations ou proto-villes ne sont pas antiques, mais protohistoriques (période intermédiaire entre la préhistoire et l'histoire, ndlr), note l'archéologue français Laurent Carozza, responsable d'un projet international de fouilles dans le Delta du Danube. Il y a actuellement

un grand intérêt pour comprendre la "néolithisation" et appréhender ce qui se passe dans cette zone qui était, jusqu'à quelques années encore, mal documentée. »

La quantité d'objets récupérés pose toutefois un problème aux archéologues roumains. Une fois sortis de terre, il faut les nettoyer, les restaurer et les entreposer. Ce travail minutieux demande à la fois une main-d'œuvre qualifiée et des technologies modernes, et donc coûteuses. Or, cette partie du travail archéologique n'est pas soutenue. La question du financement se pose donc. « Environ 15% de ce qui est découvert peut être exposé dans un musée, explique Cristian Schuster. Le reste doit être entreposé. Mais où ? A l'Académie par exemple, nous aurions besoin de centaines d'étagères. Mais les fonds manquent. » Pour le moment, les restes mis au jour lors de ces fouilles sont entreposés et exposés, pour certains d'entre eux, dans les musées d'histoire des départements où les découvertes ont eu lieu. L'idée de la construction d'un musée spécifique a été évoquée. Mais là encore, les fonds manquent.

Jonas Mercier
Photo : Mediafax

Quand il s'agit de fouiller

Les fouilles archéologiques qui précèdent les gros chantiers d'infrastructures, comme la construction d'autoroutes ou de voies ferrées, sont régies par des lois spécifiques dans l'ensemble de l'Union européenne. En général, le maître d'œuvre a l'obligation de faire appel à une équipe d'archéologues accréditée par l'Etat avant de débiter un chantier. Il s'agit de fouilles dites « préventives », en opposition aux fouilles « systématiques » qui sont financées par des fonds publics.

La question temps

Face à la lenteur des travaux de l'autoroute de Transylvanie, les autorités ont cherché au fil des années toutes sortes d'excuses pour se justifier vis-à-vis de l'opinion publique. Elles ont notamment accusé les archéologues d'être un peu trop minutieux... Mais les délais réservés aux fouilles sont négociés dans le contrat signé avec le maître d'œuvre et ont rarement été dépassés par les chercheurs. Par ailleurs, la richesse historique de ces sous-sols ne peut être minimisée. Si souvent le tracé de l'autoroute correspond aux chemins de migration des populations de la période néolithique, c'est qu'il y a 5 000 ans, ces routes étaient déjà considérées comme étant les plus sûres.



CULTURE

EN BEAU RELIEF

George Bodocan, dit Bodo, installé à Paris depuis six ans, est revenu début novembre dans sa ville natale d'Alba Iulia pour une exposition de dessins. Dans l'enceinte de la citadelle fraîchement rénovée, l'artiste a présenté de nouvelles œuvres en trois dimensions (3D). Grâce à une peinture spéciale, les tableaux parfaitement lisibles à l'œil nu prennent du relief s'ils sont observés avec des lunettes 3D. L'aspect ludique de cette technique offre au spectateur de tout âge une autre approche de l'art.

Texte et photos : Nicolas Friess



3D doors à la galerie-café Framm's d'Alba Iulia, du 22 novembre au 11 décembre 2014.

MIEUX COMPRENDRE LA ROUMANIE

L'Accueil français et francophone de Bucarest (AFB), avec l'appui de l'Institut français de Bucarest, organise un cycle de conférences

afb

INSTITUT FRANÇAIS
BUCAREST

Les conférences se déroulent les mercredis de 9h30 à 11h30, à la Salle Elvire Popesco de l'Institut français de Bucarest (77 Bd Dacia), et à la Salle Pipera (147, Erou Iancu Nicolae, Ilfov)

Accès aux membres de l'AFB
Renseignements et modalités pratiques :
www.bucarestaccueil.com
Courriel : conferences.bucarestaccueil@gmail.com

Au programme de janvier à avril 2015

- 07/01 : Les origines latines de la Roumanie (IFB)
- 21/01 : La période rouge - Le communisme à ses débuts (Pipera)
- 04/02 : La période rouge - Le régime de Ceausescu et sa mégalomanie (Pipera)
- 18/02 : La période rouge - La révolution de 1989 (Pipera)
- 11/03 : Elena Bibesco, une princesse Roumaine à Paris (IFB)
- 25/03 : L'après révolution roumaine (IFB)
- 08/04 : Matisse et Pallady, une amitié franco roumaine (IFB)

MA ROUMANIE, CHRONIQUE D'UN AMATEUR « Chaque matin, à l'aube, l'Europe s'éclaire d'abord en Roumanie »



Un regard subjectif : Richard Edwards raconte « sa Roumanie » à travers ses chroniques

Richard Edwards vit en Roumanie depuis plusieurs années. Loin d'être un expatrié, il est devenu un habitant de ce pays qui l'intrigue et le fascine. Spécialiste de la remise en vie du patrimoine, il s'inscrit, au sein de son cabinet ATLANTE, dans cette démarche : « De la mémoire des lieux à l'espace du vivant. »

C'est ainsi qu'il regarde la Roumanie, avec une chronique hebdomadaire en français sur les ondes de Radio România International.

maroumanie.net



CULTURE



Avant-première en janvier à la salle Elvire Popesco de l'Institut français de Bucarest : le film *Mommy* du jeune réalisateur canadien Xavier Dolan (25 ans), Prix du jury au dernier festival de Cannes. Distribution : Independența film.



La chronique

DE MATEI MARTIN

3 + 10 ANS AVEC LE MNAC

A travers plusieurs expositions, le Musée national d'art contemporain (MNAC) fête cette année ses 13 ans d'existence, dont dix dans les locaux du Palais du Parlement. Au moment de sa création, en 2001, le MNAC avait un statut particulier et de grandes ambitions : le musée se proposait de revitaliser la scène artistique, de donner une cohérence et surtout une visibilité aux nouvelles tendances dans les arts visuels. A ce moment-là, il y avait déjà quelques artistes talentueux avec une bonne réputation, même à l'extérieur du pays, mais peu d'espaces d'exposition et surtout un faible intérêt du public pour les arts contemporains. La plupart des salles appartenaient encore à l'Union des créateurs qui promouvait surtout l'esthétique au détriment de l'engagement social et politique de l'art. Le MNAC a donc dû se réformer en proposant des approches plus pointues et de nouvelles formes d'art – vidéo, multimédia, installations. Par un programme d'acquisitions, le MNAC a également réussi à mettre en lumière quelques artistes importants, comme par exemple Horia Bernea. Les

nombreuses expositions temporaires du musée allaient consolider sa renommée auprès des artistes, roumains ou occidentaux, et des commissaires. Enfin, les grandes rétrospectives – comme subReal, il y a un an – ont abouti à consacrer l'œuvre dans son ensemble, et pas seulement les artistes.

Retour en arrière. Il y a dix ans, lorsque le Musée a installé ses principaux locaux dans une aile du Palais du Parlement, de nombreux artistes avaient commenté ou contesté la décision : Comment humaniser avec notre art ce palais monstrueux construit suite à d'énormes sacrifices humains par le dictateur Ceaușescu ? Comment participer à la démarche kafkaïenne de trouver une utilité à cet espace énorme ? Comment intégrer de l'art contemporain, parfois minimaliste, dans les salles rocambolesques décorées d'un esprit post-stalinien ? A cette dernière

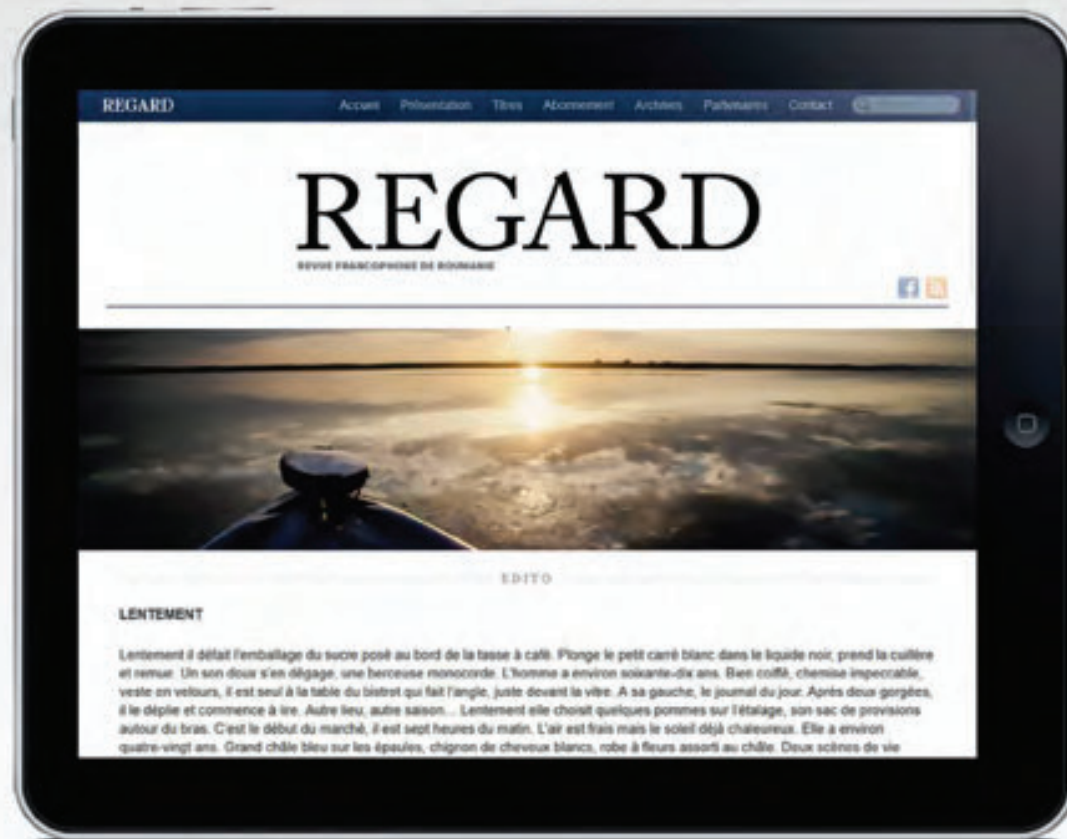
question soulevée par les critiques, le fondateur du musée, Mihai Oroveanu, a su au moins donner une réponse par l'épuration systématique des détails architecturaux à l'intérieur de l'immeuble. Le musée est surtout composé d'un grand atrium et de plusieurs « white boxes ». Les interrogations n'en finissaient cependant pas... L'art est-il capable d'investir cet espace, d'y donner un sens, ou bien le Palais finira-t-il par coloniser l'art ? Vernissages après vernissages, les artistes ont souvent conçu des œuvres qui parlent notamment de leur relation avec la dictature et son épigone. Dans leurs créations, des artistes occidentaux se sont eux aussi naturellement rapportés à ce passé récent. Quand d'autres, comme Dan Perjovschi, refusent toujours de travailler dans ces locaux. Mais un autre défi pour l'esprit créateur commence à se profiler à quelques pas du Musée national d'art contemporain : la construction de la grande cathédrale orthodoxe du salut national. Un palais tout aussi ubuesque qui finira sans doute par devenir une « cible » pour les artistes contemporains invités à exposer au MNAC. Quoi qu'il en soit, aucun espace d'exposition n'est neutre. L'architecture, même celle qui prétend servir les arts visuels, parasite quelque part la création et la réception. L'effet est d'autant plus grand au MNAC de Bucarest, où malgré la bonne volonté et la compétence des commissaires, tout semble mettre l'art en infériorité. Alors quel futur pour ce musée ? Quand les artistes auront oublié le lieu dans lequel ils exposent, l'espace du Palais sera définitivement conquis.

Photo : MNAC



DESSIN DE SORINA VASILESCU

EN LIGNE...



Le site **www.regard.ro** accueille depuis plus d'un an de nombreux lecteurs qui ont accès à tous les anciens numéros de la revue *Regard*.

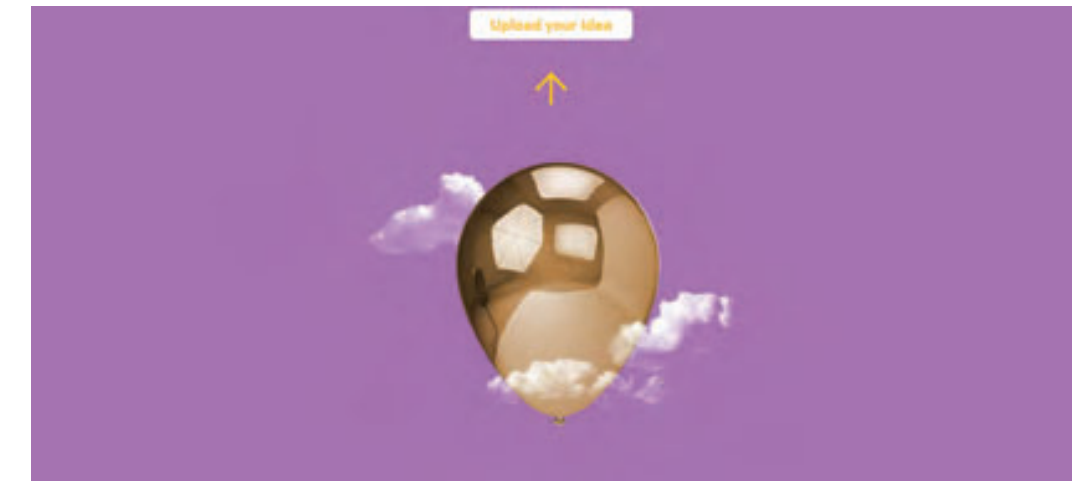
Via notre site, vous pourrez également vous abonner à la version papier (l'abonnement numérique sera alors gratuit).

Il suffit de vous connecter...

www.regard.ro

RECREER BUCAREST

Un nouveau concours d'idées, « Create your Bucharest » (créez votre Bucarest), encourage les artistes et les architectes à re-imaginer la capitale roumaine. Jusqu'au 15 janvier, ils pourront soumettre des concepts et des œuvres consacrés à un espace particulier, soulignant le potentiel de développement de la ville. Les meilleures propositions seront présentées à l'exposition « MAK Mapping Bucharest : Art, Memory, and Revolution 1916–2016 », l'un des principaux projets de la Biennale de Vienne 2015. Inscriptions sur www.createyourbucharest.org. F.C.



REVUE DE PRESSE

Regard présente ici une sélection d'articles de la presse internationale traitant de l'actualité roumaine.

ROUMANIE : LA CHEF DU PARQUET ANTI-MAFIA ARRETEE POUR CORRUPTION

Même pour un pays où l'on est habitué à voir des hauts responsables derrière les barreaux, cette affaire est énorme. La chef du parquet chargée de la criminalité organisée et du terrorisme a été interpellée en pleine rue, puis placée en garde à vue pour une affaire de corruption. Ce sont les procureurs d'un autre parquet, la Direction anti-corruption, qui mènent l'enquête. L'affaire remonte à 2011. A l'époque, Alina Bica était responsable de l'agence pour la restitution des propriétés qui avaient été confisquées par l'ancien régime communiste. A ce titre, elle aurait fermé les yeux sur une très forte surévaluation

d'un terrain. Le préjudice pour l'Etat roumain serait de plus de 60 millions d'euros. Des sources proches de l'enquête ont déclaré que cette affaire pourrait secouer profondément le monde politique roumain et que d'autres révélations sont attendues. Depuis quelques années, la justice roumaine est engagée dans une lutte sans merci contre la corruption. Dans ce contexte, plusieurs dizaines de hauts responsables, dont un ancien Premier ministre, ont été condamnés à de lourdes peines de prison.

Luca Niculescu, Radio France Internationale, 23/11/2014

L'ECOLE ROUMAINE - QUELLE MODERNITE ?

Manque de matériel didactique, salaires dérisoires, petite corruption généralisée... Le système éducatif roumain est aux abois. Les réformes envisagées par l'actuel pouvoir ne concernent pourtant pas ces manquements, mais l'introduction des nouvelles technologies dans toutes les classes. Là où la connexion à Internet est rare, où les salles sont chauffées avec des poêles à bois et où les enfants vont aux toilettes au fond du jardin... « *En milieu rural, les enfants proviennent souvent de familles pauvres. Ce que proposent les autorités n'est peut-être pas la priorité numéro un vu le contexte actuel* », résume Dan Păunescu, directeur de l'école de Stoenești,

au centre-sud du pays. Plus de la moitié des enfants roumains vivent à la campagne, et 41% d'entre eux ont moins de dix livres à la maison, selon les statistiques de différentes ONG. Bon nombre de ces enfants abandonnent l'école faute de cahiers ou de chaussures. A côté de cela, neuf anciens ministres de tous bords politiques ont récemment été accusés d'avoir reçu des pots-de-vin pour faciliter une série de contrats douteux dans le cadre de ce programme d'informatisation des écoles du pays. (...)

Mihaela Cărbunaru, Deutsche Welle, radio allemande, 21/11/2014

LA ROUMANIE SE CHOISIT UN PRESIDENT SAXON

La Roumanie, cette île latine entourée d'un océan slave, s'est choisi un Allemand comme président. Face à la tempête qui sévit au nord, où le grand voisin ukrainien connaît une guerre civile, et à la forte houle à l'Ouest, où la Hongrie de Victor Orban provoque toujours plus l'Union européenne, les Roumains ont donc décidé de faire confiance à la rigueur germanique pour assurer leur stabilité. La victoire de Klaus Iohannis, qui représentait l'Alliance chrétienne libérale (ACL), était pourtant loin d'être assurée. Son concurrent, Victor Ponta, l'actuel Premier ministre social-démocrate, avait remporté le premier tour avec une avance de dix points et il était largement favori pour remporter le second tour. A la grande surprise des analystes et des instituts de sondage, ce dernier a toutefois largement perdu. (...) A 55 ans, Klaus Iohannis fait figure d'original dans la classe

politique roumaine. Il s'est fait connaître par le grand public en tant que maire de la petite ville de Transylvanie dont il est originaire, Sibiu, lorsque celle-ci est devenue en 2007 la capitale culturelle européenne. Une première pour la Roumanie, qui devenait la même année membre de l'Union européenne. Bon gestionnaire, Klaus Iohannis bénéficie aussi de la réputation allemande, associée au « travail bien fait » (son slogan de campagne) chez les Roumains. Mais bien qu'il se soit toujours positionné clairement contre toute forme de corruption, son image de M. Propre a été entachée par l'Agence pour l'intégrité (ANI), qui lui reproche d'avoir siégé au conseil d'une entreprise locale tout en exerçant sa fonction de maire, une incompatibilité sanctionnée par la loi.

Jonas Mercier, La Croix, quotidien français, 17/11/2014



Où trouver Regard ?

Kiosques

inmedio

RELAY



La chronique

DE LUCA NICULESCU

MOLDAVIE : L'ESPOIR EUROPEEN

La république de Moldavie a choisi l'Europe. La nuit du scrutin du 30 novembre fut longue, mais à la fin ce sont les partis pro-européens qui ont remporté les élections législatives de Chişinău. Pays grand comme la Belgique, enclavé entre la Roumanie et l'Ukraine, cette ancienne république soviétique hésite entre l'Est et l'Ouest depuis son indépendance au début des années 1990. Aujourd'hui elle veut montrer avoir fait son choix : c'est l'Europe. L'Europe qui lui a ouvert les portes en supprimant les visas pour les ressortissants moldaves et en signant un accord d'association et de libre-échange avec Chişinău, ce qui représente une bouffée d'oxygène pour l'économie moldave, lourdement frappée par les sanctions russes. Epaulée par la Roumanie qui est son principal avocat pour plaider la cause européenne, la Moldavie est pourtant encore loin d'avoir tranché. Cette ancienne province roumaine (elle fut annexée par Staline en 1940) est peuplée à la fois de roumanophones et russophones. Ces derniers sont plutôt réticents quant au rapprochement de leur pays à l'UE. La Russie, par ailleurs, est très active en Moldavie depuis la crise ukrainienne. Moscou finance directement ou indirectement des partis politiques, contrôle une bonne partie du système bancaire et peut provoquer des mouvements séparatistes dans la micro-région de Gagaouzie (peuplée par des Turcs russophones), ou dans le nord du pays, où les sympathies russes sont très fortes. Sans oublier la Transnistrie, cette bande de terre située à la frontière ukrainienne, pseudo-Etat qui a fait sécession en 1992 et où se trouvent cantonnées depuis plus de vingt ans des forces armées russes. Le rêve européen de la république de Moldavie doit aujourd'hui prendre forme par la transformation de cet Etat. Il ne suffit pas de clamer l'Europe, il faut la pratiquer, en réformant tout d'abord la justice, un domaine où Chişinău enregistre de grands retards. Dans le même temps, le pays est l'un des otages du conflit ukrainien. Si la grande Ukraine se tourne vers l'Ouest, la Moldavie suivra. Si Kiev continue à osciller, la Moldavie aura elle aussi plus de mal à trouver son chemin.

Luca Niculescu est rédacteur en chef de RFI Roumanie.

REGARD EST UNE PUBLICATION
DE FUNDATIA FRANCOFONIA

Président
Bruno Roche

Comité de direction
Laurent Couderc, Jacqueline Laye,
Bruno Roche

Rédacteur en chef
Laurent Couderc

Secrétaire générale de rédaction
Cătălina Kahn

Ont participé à la rédaction de ce numéro
Julia Beurq, Mihaela Cărbunaru, Florentina
Ciuvercă, Carmen Constantin, Daniela
Coman, Laurent Couderc, Nicolas Don,
Dimitri Dubuisson, Nicolas Friess, Matei
Martin, Jonas Mercier Mure-Ravaud, Luca
Niculescu, Dan Popa, Andrei
Popov, Benjamin Ribout, Răsvan Roceanu,
Mihaela Rodină, Michael Schroeder, Ioana
Stăncescu, Marlène Vitel, Isabelle
Wesselingh

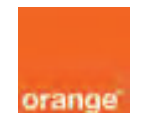
Maquette
Anamaria Pravencu

Agences, photos et illustrations
Mihai Barbu, Julia Beurq, Philippe Cortes,
Dimitri Dubuisson, Nicolas Friess, Daniel
Mihăilescu, Irina Stelea, Sorina Vasilescu,
Mediafax

Imprimerie
Imprimeria Arta Grafică

Web Master
Marius Weber

REGARD remercie vivement ses partenaires



Abonnez-vous dès maintenant à **REGARD**
Pour vous abonner ? C'est simple !

en ligne
par e-mail: catalina@regard.ro
ou
via le site Internet www.regard.ro

par téléphone
+ (4) 0742 204 402



OU BIEN RENDEZ-VOUS A L'AGENCE "CHARLES DE GAULLE"
POUR LA CLIENTELE INTERNATIONALE

VOTRE BANQUE. VOTRE EQUIPE



GRUPE SOCIETE GENERALE

WWW.BRD.RO



NuméroVert: 0800.803.803

Pour toutes transactions bancaires et services conçus pour une clientèle internationale,
visitez l'agence BRD de Calea Dorobantilor 239. Ouvert du Lundi au Vendredi de 9h à 17h.
Tél.: +40(0) 21 318 26 97.